La République

Quotidien d'information générale - Série III n° 1009 Prix : 2000 Fc
Directeur de Publication : Jacques Famba
Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net
Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

A la demande de la justice congolaise

(Lire en page 12)

Les avoirs de Kamerhe en France sous enquêtes !

Coronavirus à Kinshasa

Jérôme Munyangi autorisé à soigner les patients internés à l'hôpital Monkole

(Lire en page 2)

Les résultats de l'autopsie dévoilés

Le juge Yanyi fracassé et empoisonné !

Ouverture d'une enquête judiciaire sur ce meurtre

(Lire en page 12)

Pierre Lumbi

Les hommages pleuvent

(Lire en page 7)

Coronavirus à Kinshasa

Jérôme Munyangi autorisé à soigner les patients internés à l'hôpital Monkole

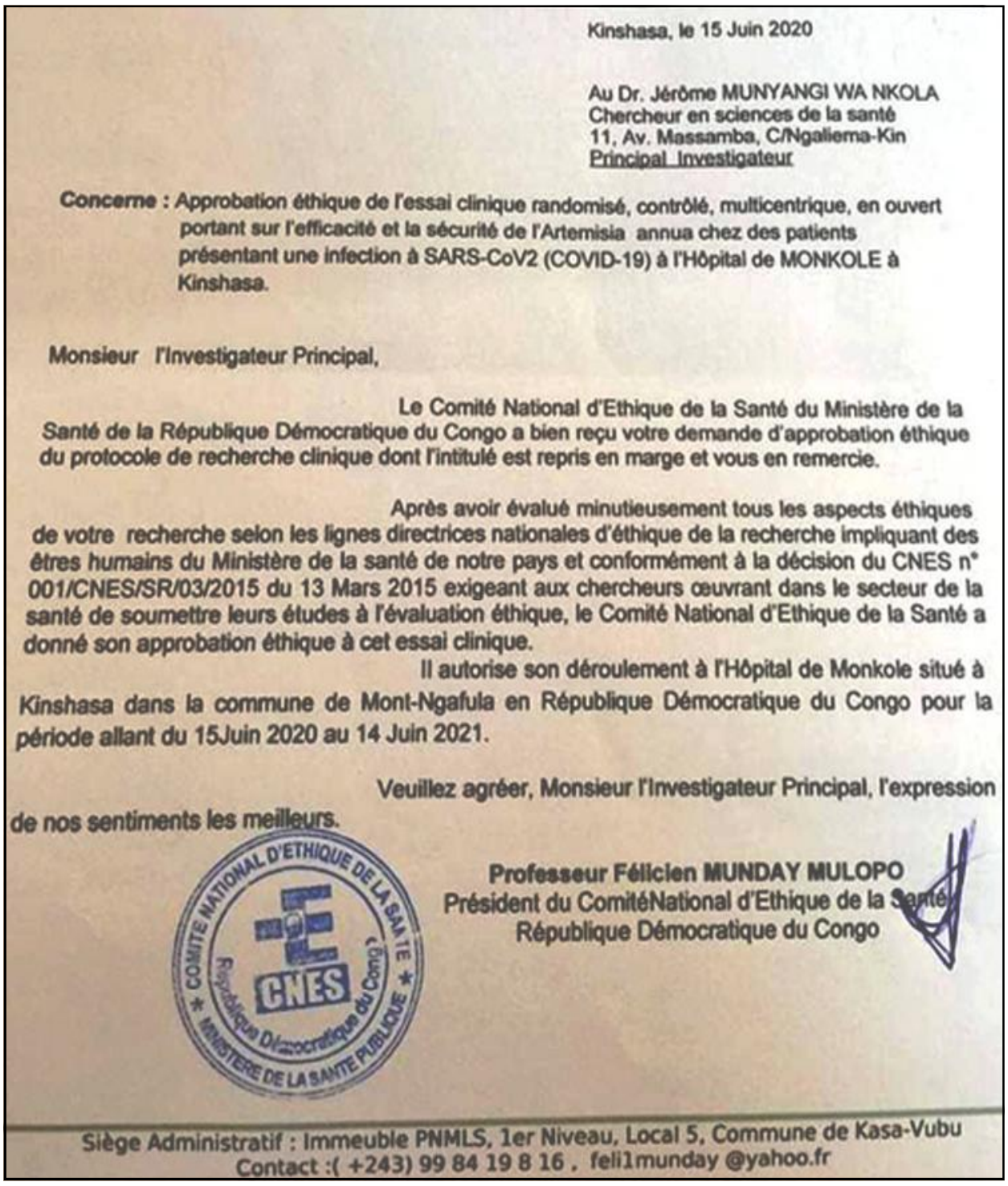
Après l'approbation de son protocole (APPI-19) à intégrer l'arsenal médical de la lutte contre la maladie à coronavirus, le Dr Jérôme Munyangi autorisé à procéder à des essais cliniques. C'est le comité national d'éthique de la santé qui lui a donné le quitus.

Ces essais cliniques seront effectués sur les malades atteints de la pandémie du coronavirus internés à l'hôpital Monkole, situé dans la commune de Mont-Ngafula, du 15 juin 2020 au 14 juin 2021, indique la correspondance du comité national d'éthique de la santé.

Le Dr congolais Jérôme Munyangi affirme avoir avancé dans ses recherches dans le domaine pharmaceutique, plus précisément sur l'Artemisia, plante qui fait partie des solutions Covid-Organics, découverte au Madagascar.

La République démocratique du Congo compte, à ce jour, plus de 4000 contaminations au covid-19.

Djodjo Vondi



Kinshasa, le 15 Juin 2020

Au Dr. Jérôme MUNYANGI WA NKOLA
Chercheur en sciences de la santé
11, Av. Massamba, C/Ngaliema-Kin
Principal Investigateur

Concerne : Approbation éthique de l'essai clinique randomisé, contrôlé, multicentrique, en ouvert portant sur l'efficacité et la sécurité de l'Artemisia annua chez des patients présentant une infection à SARS-CoV2 (COVID-19) à l'Hôpital de MONKOLE à Kinshasa.

Monsieur l'Investigateur Principal,

Le Comité National d'Ethique de la Santé du Ministère de la Santé de la République Démocratique du Congo a bien reçu votre demande d'approbation éthique du protocole de recherche clinique dont l'intitulé est repris en marge et vous en remercie.

Après avoir évalué minutieusement tous les aspects éthiques de votre recherche selon les lignes directrices nationales d'éthique de la recherche impliquant des êtres humains du Ministère de la santé de notre pays et conformément à la décision du CNES n° 001/CNES/SR/03/2015 du 13 Mars 2015 exigeant aux chercheurs œuvrant dans le secteur de la santé de soumettre leurs études à l'évaluation éthique, le Comité National d'Ethique de la Santé a donné son approbation éthique à cet essai clinique.

Il autorise son déroulement à l'Hôpital de Monkole situé à Kinshasa dans la commune de Mont-Ngafula en République Démocratique du Congo pour la période allant du 15Juin 2020 au 14 Juin 2021.

Veuillez agréer, Monsieur l'Investigateur Principal, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

COMITE NATIONAL D'ETHIQUE DE LA SANTE * CNES * Republique Democratique du Congo * MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

Professeur Félicien MUNDAY MULOPO
Président du ComitéNational d'Ethique de la Santé
République Démocratique du Congo

Siège Administratif : Immeuble PNMLS, 1er Niveau, Local 5, Commune de Kasa-Vubu
Contact :(+243) 99 84 19 8 16 , feli1munday @yahoo.fr

Bulletin épidémiologique

4974 cas confirmés !

Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 4.974, dont 4.973 cas confirmés et 1 cas probable. Au total, il y a eu 112 décès (111 cas confirmés et 1 cas probable) et 628 personnes guéries ;

• 167 cas suspects détectés après investigations ;

• 137 nouveaux cas confirmés, dont 134 à Kinshasa et 3 au Kongo Central ;

• 15 nouvelles personnes sorties guéries ;

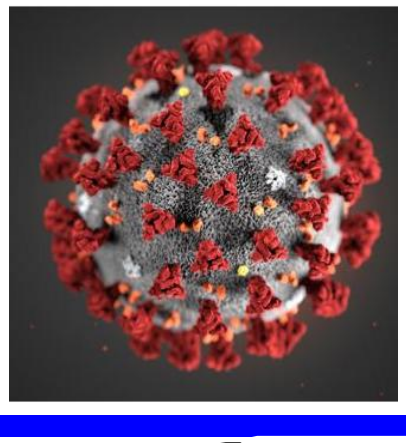
• Aucun nouveau décès parmi les cas confirmés.

Les 11 provinces touchées :

- Kinshasa : 4.480 cas;
- Kongo Central : 249 cas ;
- Sud-Kivu : 108 cas;
- Haut-Katanga : 72 cas ;
- Nord-Kivu : 54 cas ;
- Tshopo : 3 cas ;
- Ituri : 2 cas ;
- Kwilu : 2 cas ;
- Kwango : 1 cas ;
- Haut-Lomami : 1 cas;
- Equateur : 1 cas.

Les 10 zones de santé les plus touchées de Kinshasa jusqu'au 14 juin 2020*

LIMETE 473; GOMBE 430 ; KOKOLO 398; BINZA OZONE 340; LEMBA 285 ; BINZA METEO 274; KASA-VUBU 153; KINTAMBO 129; LINGWALA 117; BANDALUNGWA 103



La République
2, Avenue des Entreprises, Immeuble Sema, Gare centrale, Kinshasa-Gombe

Directeur de Publication
Jacques Famba
Coordonnateur de la Rédaction
Boendy Bo Lokanga
+243999199410
Collaborateurs
Boendy BL
Gaston Liande
Rédaction
Enquête et Reportage
Boendy BL
Jacques Famba
Secrétaire de rédaction technique
Beni Joel Dinganga
Benoit Mutshipayi
Secrétaire de rédaction
PAO
Abedi Salumu

Direction Commerciale et Financière
Dominique Lumumba
0815011886, 0997440728
Lubumbashi
Freddy Tshijika
Jean L. Mwamba
Distribution
Bertin Sefu
Senga Jean-Victor
Vente
-
Images
Dieudonné Kanyinda
Bram's

Dépistage du Coronavirus

Des laboratoires des tests rapides opérationnels

Le Secrétariat technique du Comité multisectoriel de la riposte contre la Covid-19 décentralise progressivement, depuis la semaine dernière, les tests de diagnostic du coronavirus à travers la ville de Kinshasa et cinq provinces de la République démocratique du Congo.

Dans son bulletin paru ce mardi 16 juin 2020, cette décentralisation consiste à améliorer le système de détection du coronavirus au niveau des hôpitaux et des provinces afin de réduire le retard lié à l'annonce des résultats à travers le pays.

Les formations sanitaires concernées à Kinshasa sont notamment celle qui utilisent le GeneXpert pour diagnostiquer. Il s'agit notamment de la Clinique Ngaliema, des Cliniques universitaires de Kinshasa, de l'Hôpital Saint Joseph, de l'Hôpital de l'Amitié sino-congolaise, de HJ Hospitals et du Centre hospitalier Monkole.

Les cinq provinces bénéficiaires de ce diagnostic sont notamment le Kongo Central, le Haut-Katanga, le Nord-Kivu, l'Ituri et le Sud-Kivu. Ces provinces et les six structures de santé de Kinshasa, épicentre de la pandémie, ont été dotées des réactifs et des cartouches pour faire fonctionner les GeneXperts.

Au niveau des provinces, Goma, chef-lieu du Nord-Kivu et Matadi, chjef-lieu du Kongo Central, sont déjà opérationnel, tandis que Lubumbashi, chef-lieu du Haut-Katanga a eu ses premiers résultats lundi 15 juin. Une équipe de la riposte est à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu pour la formation au GeneXpert ;

Le Secrétariat technique du Comité multisectoriel de la riposte contre la Covid-19 signale néanmoins que la stratégie est de faire le dépistage massif, mais faute de moyens, « *on priorise les prélèvements des Hôpitaux* ».

Le GeneXpert est une technique automatisée en temps réel permettant de détecter rapidement les mycobactéries. Il est plus utilisé pour la tuberculose et a été aussi utilisé dans le cas de la Maladie à virus Ebola

La purge continue

Le directeur financier de la Maison civile à Makala!

Célestin Mwambi, directeur financier de la maison civile du chef de l'État congolais, a été arrêté ce lundi 15 juin et transféré à la Prison centrale de Makala. Selon des sources judiciaires du parquet général près la cour d'appel de Kinshasa-Gombe, ce dernier est soupçonné d'un détournement de plus de deux millions de dollars. En effet, Célestin Mwambi, directeur financier de la maison civile du Chef de l'État, est soupçonné d'avoir détourné une somme d'environ deux millions de dollars américains. Placée sous la direction de la Présidence de la République, la maison civile du chef de l'état est chargée de la gestion du service de l'intendance et de la logistique des résidences et sites présidentiels privés, du secrétariat privé du Chef de l'État et du service médical présidentiel.

LPE

Les dessous d'une arrestation

Le parquet général près la cour d'appel de Kinshasa-Gombe a procédé, le lundi 15 juin, à l'arrestation de Célestin Mwambi. Le directeur financier de la Maison civile du Chef de l'Etat congolais, Félix Tshisekedi, est mis en détention préventive à la prison centrale de Makala pour détournement présumé de plus de deux millions de dollars.

Cependant, Célestin Mwambi n'en est pas à sa première détention dans cette affaire. Il y a quelques jours, renseignent des sources au cabinet du président Félix Tshisekedi, l'homme a été détenu à l'Inspection provinciale de la police de Kinshasa pendant sept jours avant d'être relâché sous pression de son avocat. Il était alors accusé un détournement rocambolesque.

En effet, selon des sources concordantes, l'histoire commence au décès de Monseigneur Gérard Mulumba, oncle du président Félix Tshisekedi, mais également Chef de la Maison civile du Président de la République. Quelques jours après, le personnel de cette institution placée sous l'autorité directe du président Tshisekedi, font état d'impaiement de salaires de plusieurs mois. Saisi, le Chef de l'Etat demande alors à son Directeur de cabinet de se renseigner sur la question. « *Après vérifications, le ministère des Finances nous rapportera qu'il a déjà décaissé des fonds nécessaires à ce paiement début avril 2020* », explique une source qui a requis l'anonymat à POLITICO.CD.

Rapidement, les regards sont tournés vers Célestin Mwambi, le Directeur financier de la Maison civile. Ce dernier, rapporte une autre source, aurait alors argué qu'il avait « *remis la totalité de l'argent perçu des Trésor Public* » [la somme de trois millions de dollars américains] à Monseigneur Gerard Mulumba, Chef de la Maison civile, via son Directeur de cabinet. Problème, en de début mai où les vérifications sont faites, Mgr Mulumba n'est plus. Il venait de rendre l'âme le 22 avril 2020. Rapidement, il est établi qu'il faudra interroger son Directeur de cabinet, le professeur Jonas Shamuana Mabenga, à qui Célestin Mwambi affirme avoir remis la totalité des fonds.

Coup du sort. 4 mai 2020, le professeur Shamuana est à son tour hospitalisé aux soins intensifs. Il a contracté la Covid-19, comme Mgr Mulumba. Le 11 mai, le Directeur de cabinet du Chef de la maison civile rend l'âme, sans qu'il ait été interrogé sur l'encaissement de ces fonds, y compris sur leur destination. « *Face à cette situation confuse, Mwambi est arrêté et emprisonné pendant sept jours à l'IPKin ; mais sera libéré, d'autant plus que la police ne pouvait pas le garder pendant un tel délai, sans qu'il ne soit poursuivi* », ajoute notre source au cabinet du président Tshisekedi.

Libéré, Célestin Mwambi voit le Parquet de Kinshasa – Gombe lui tomber dessus et le placer en détention préventive à la prison centrale de Makala le lundi 16 juin. Il est désormais poursuivi pour détournement de ces fonds que des sources situent entre 2 et 3 millions de dollars américains. Fin de l'histoire. politico.cd

Assemblée nationale

La session de mars prolongée d'une semaine

République Démocratique du Congo

ASSEMBLEE NATIONALE

Le Rapporteur

COMMUNIQUE OFFICIEL

N°AN/RAPP/CMKM/020/MBK/CC/SO-Mars/2020

Considérant l'état d'urgence sanitaire, le Bureau de l'Assemblée nationale informe les Honorables Députés nationaux que la clôture de la Session ordinaire de Mars 2020, initialement prévue pour ce lundi 15 Juin 2020, en application de l'article 115 de la Constitution, est retardée conformément à l'article 144 alinéa 3 de la Constitution.

Fait à Kinshasa, le 15 Juin 2020

Hon. Prof. Célestin MUSAO KALOMBO MBUYU

Le rapporteur de la chambre basse du parlement, Célestin Musao, a annoncé le report de la session parlementaire de mars prévue initialement ce lundi 15 juin suite à l'état d'urgence dû à la pandémie de coronavirus décrété le 7 juin. "Considérant l'état d'urgence sanitaire, le bureau de l'Assemblée nationale informe les honorable députés nationaux que la clôture de la session de mars initialement prévue pour ce lundi 15 juin 2020, en application de l'article 15 de la constitution est retardée conformément à l'article 144 alinéa 3 de la constitution", peut-on lire dans le communiqué officiel.

Aucune date officielle n'est avancée pour la clôture de la session de mars. Cependant, certaines sources indiquent que la clôture ne pourrait avoir lieu qu'après l'expiration de l'état d'urgence voté par le parlement et promulgué par le chef de l'État le 7 juin pour une durée de deux semaines.

Il sied de signaler que le Ministre de l'industrie, Julien Paluku, et son collègue de droits humains, André Lite, ont été auditionné dans la gestion de la Covid-19 par les députés nationaux membres de la commission multisectorielle d'évaluation de l'impact de la Covid-19 ce lundi 15 juin 2020 dans la salle de banquet de l'Assemblée nationale.

Après leur audition, le Ministre de l'industrie, a estimé qu'il était tout à fait raisonnable que les élus du peuple puissent comprendre comment les membres du Gouvernement gèrent cette crise mondiale sanitaire au sein de leurs ministères ainsi que les stratégies mises en place depuis l'apparition de la Covid-19 en RDC pour atténuer les effets néfastes de cette pandémie aussi bien à Kinshasa que dans les provinces. Julien Paluku a évoqué divers financements mis en place par le Gouvernement à travers son ministère pour amortir le choc économique et surtout autonomiser les congolais dans la production des biens de consommation de première nécessité.

De son côté, le Ministre des droits humains André lite a expliqué les efforts du Gouvernement pour garantir à chaque congolais la jouissance de ses droits malgré l'État d'urgence. Son ministère sonnera toujours l'alerte pour ce qui est des engagements pris par la RDC en matière des droits humains, a-t-il précisé. Par ailleurs, la présidente du comité des sages de l'Assemblée nationale, la députée Ange Lukiana, a évalué les dossiers traités au cours de la session ordinaire de mars 2020. Les quelques dossiers restants ont été distribués aux sous-comités en vue de poursuivre leur traitement, a-t-elle expliqué.

Louis-Paul Eyenga

Tensions autour des salaires de députés

Le comportement des institutions agace de plus en plus la société civile. Les députés qui ont un traitement de plus de 6 000 dollars réclament 2 000 dollars de plus en pleine pandémie de Covid-19 et récession économique dans le pays rapporte plusieurs sources. Les budgets en rémunération de la présidence et de certains ministères explosent quand officiellement le gouvernement promet de limiter le train de vie des institutions. Les prix flambent, le franc congolais s'est largement dévalué face aux dollars. Pour le mouvement citoyen Filimbi, il est temps que les acteurs politiques cessent de ne penser qu'à leur ventre.

« *Le constat, aujourd'hui, est très amer. La population congolaise se demande réellement si ces dirigeants ont un cœur d'homme, si réellement ces gens sont des humains. Parce que, on ne peut pas comprendre que des personnes qui sont censées réfléchir des politiques pour améliorer les conditions de vie de la population, des personnes qui sont censées réfléchir comment ils peuvent améliorer le social du Congolais, des personnes qui ont des fonctions ministérielles, de mandats électifs au sein de nos Assemblées puissent aujourd'hui réfléchir de plus en plus comment ils peuvent eux-mêmes améliorer leur salaire c'est-à-dire «améliorer» leur ventre, «améliorer» leurs poches et «améliorer» les conditions de vie de leur famille en lieu et place, d'améliorer les conditions de vie de la population,* s'insurge Carbone Beni, coordonnateur du mouvement Filimbi. *Cela est très choquant. Cela fait mal pour le Congolais de constater qu'ils n'ont pas de remparts, ils n'ont pas de personnes sur qui ils peuvent compter. Et la lueur d'espoir qui était en train de naître est aujourd'hui en train de se volatiliser* ».

SUD-KIVU

Des fleurs de la société civile en faveur des FARDC

La société civile du territoire de Walungu, en province du Sud-Kivu, a salué une accalmie sur l'ensemble de leur territoire depuis quelques jours.

Dans un entretien accordé lundi 15 janvier à Radio Okapi, le président de la société civile de Walungu, Emmanuel Balolaghe attribue cette situation à la bravoure des éléments des FARDC récemment déployés dans cette partie de la province.

«*Ces militaires qui étaient récement déployés à Walungu se sont mal comportés pendant un temps mais, on a observé aussi des points positifs. Leur arrivée dans le milieu a fait en sorte qu'ils soient déployés jusqu'à récupérer certains inciviques avec leurs armes*», a-t-il déclaré.

Emmanuel Balolaghe a aussi indiqué que 11 bandits armés ont été appréhendés avec 7 armes de guerre dans les trois groupements du territoire de Walungu, les deux dernières semaines.

«*Grâce à leur présence (FARDC), on a démantelé dans le milieu 7 armes et on a mis la main sur 11 inciviques. Ces militaires-là se sont remis à l'ordre et aujourd'hui il y a une collaboration entre eux et la communauté, et il ya un peu du calme. A part les médias, on a informé l'administrateur qui est le président du conseil de sécurité territorial et qui s'est impliqué personnellement pour appeler les responsables à interpeller leurs éléments. Dans les groupements lointains, il y a un besoin qui se fait encore sentir par exemple à Ikoma, Izege et à Kaniola. Nous aurions voulu que le gouvernement au niveau de la province puisse déployer encore d'autres pour que tout l'intérieur soit sécurisé*», a-t-il fait savoir.

Pétition contre le bureau : 24 députés apposent leurs signatures

Un groupe de députés de l'assemblée provinciale du Sud-Kivu ont exigé lundi 15 juin, la déchéance de tous les membres du bureau. Ces derniers sont accusés de plusieurs griefs dont l'opacité dans la gestion financière de l'assemblée provinciale.

La pétition signée par plus de 20 députés sur les 48 est déjà transmise au bureau de l'assemblée provinciale du Sud Kivu.

Selon les pétitionnaires, la démarche est fondée conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement intérieur de l'assemblée provinciale. Le premier grief porte sur l'opacité dans la gestion financière de l'assemblée provinciale. Ces députés provinciaux veulent voir clair sur le crédit bancaire contracté par le gouvernement provincial sur autorisation de l'assemblée provinciale.

Le bureau de l'Assemblée aurait ouvert un compte bancaire parallèle à Kinshasa sans en informer l'ensemble des députés. A cela s'ajoute aussi la pléthore des effectifs des agents des cabinets politiques des membres du bureau.

Par ailleurs, ces députés disent constater l'incompétence du bureau dans l'accomplissement de ses tâches.

Les signataires de la pétition qualifient de négatif et calamiteux le bilan de la gestion du bureau de l'assemblée provinciale et demandent à la plénière de voter pour sa déchéance. Un membre du bureau a confirmé à radio Okapi que cette pétition a été bel et bien été réceptionnée depuis quelques jours.

HAUT-KATANGA

Confinement total de Lubumbashi, Kipushi et de Kasumbalesa samedi et dimanche

Les villes de Lubumbashi, Kipushi et de Kasumbalesa, dans la province du Haut-Katanga, seront confinées totalement samedi 20 et dimanche 21 juin 2020, a décidé le Conseil de sécurité urbain réuni mardi 16 juin 2020.

La séance de travail a été élargie à l'équipe provinciale de la riposte contre le Coronavirus, rapporte le porte-parole du gouvernement provincial, Aerts Joseph Kayumba.

Le Conseil de sécurité provincial, qui insiste sur l'observation des mesures sanitaires, demande à la population « le port obligatoire de masque, de se laver les mains et d'appliquer routes les autres mesures édictées par les autorités provinciales ».

Selon le dernier bulletin sanitaire publié par l'institut de recherche en biomédicale [IRNB], le Haut-Katanga a enregistré, mardi 16 juin, 15 nouveaux cas détectés. Ce nombre porte à 87 les cas positifs cumulés depuis la déclaration de la pandémie de Coronavirus en République Démocratique du Congo, le 10 mars 2020.

Les investigations ont porté sur 1.316 tandis que l'équipe de riposte a prélevé 420 échantillons en cours d'analyse, sur 1316 cas tracés, au grand laboratoire de Lubumbashi,

Election du 1er vice-président de l'Assemblée nationale

Christophe Lutundula : «Aller aux élections dans le même contexte de 2018, c'est incendiaire pour l'avenir du pays» !

Le député Christophe Lutundula lors d'une émission au studio de Radio Okapi à Kinshasa, le 23/1/2018. Photo John Bompengo

Le député national Christoph Lutundula vivement préoccupé par la précipitation avec laquelle les confessions religieuses ont lancé le processus de désignation des nouveaux animateurs de la Commission nationale électorale indépendante (CENI) en replacement de l'équipe Nanga.

Pour lui, aller aux élections dans le même contexte de 2018 sans tirer les leçons des problèmes enregistrés lors du dernier cycle électoral est incendiaire pour l'avenir du pays.

Il estime qu'avant de renouveler le bureau, il faut procéder tout d'abord à la réforme du cadre institutionnel de la CENI.

Christophe Lutundula est l'auteur d'une proposition de loi portant modification de la loi électorale. « *C'est depuis 9 mois maintenant que cet instrument juridique a été déposé au bureau de l'Assemblée Nationale, mais il n'a jamais été soumis à l'examen* », s'inquiète-t-il.

NORD-KIVU

Déplacés internes : 4 400 ménages dans la précarité à Eringeti

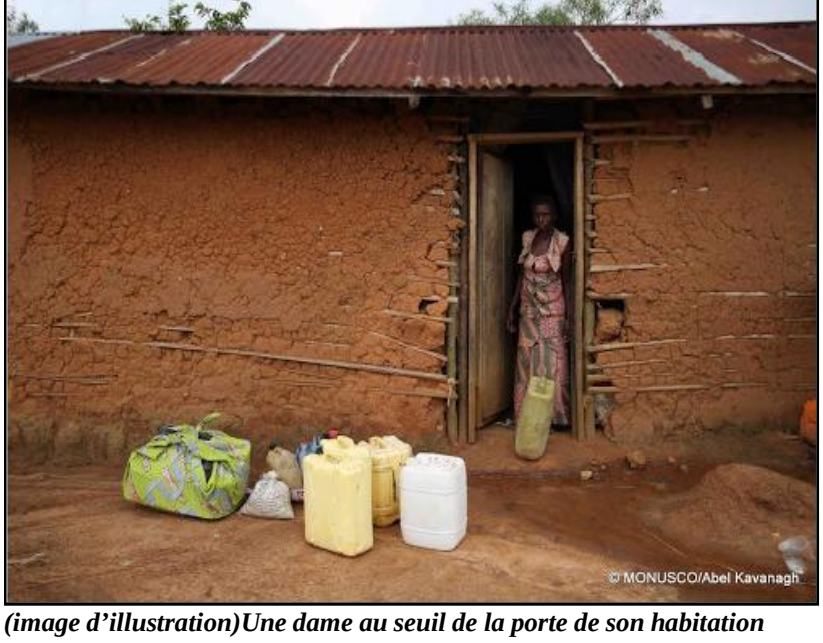
Plus de 4 400 ménages des déplacés de guerre vivent sans assistance à Eringeti, localité située à environ 50 Km au Nord-Est de la ville de Beni (Nord-Kivu).

Ces déplacés sont des familles venant des villages environnant Eringeti mais, aussi du territoire de Mambasa, en Ituri voisin, fuyant les attaques à répétition des ADF.

Le président des déplacés d'Eringeti, Shabani Rwemba, a plaidé ainsi pour une assistance de la part des humanitaires et du gouvernement congolais.

« Les déplacés sont nombreux car ils viennent de deux provinces voisines, l'Ex province Orientale, et le Nord Kivu; ils viennent de Tuhei, Tchani-tchani, Kidepot, KuL ; ils viennent aussi de Ndalia et même de la foret de Tingwe, donc ils sont nombreux » affirme-t-il.

Il affirme également que ces déplacés font face à plusieurs difficultés notamment le manque de la nourriture, et le manque des médicaments.



(image d'illustration)Une dame au seuil de la porte de son habitation dans la localité d'Eringeti attaquée par des ADF le 29 novembre 2015. © MONUSCO/Abel Kavanagh

« C'est-à-dire que les déplacés, ici nous sommes frappés dans tous les sens, nous n'avons pas de la nourriture, pas de médicaments et encore l'ennemie nous poursuit jusqu'ici. Nous sommes dans des familles d'accueil, et d'autres sont dans des maisons abandonnées des populations d'Eringeti qui eux aussi ont fui, alors les chefs nous ont ouvert ces maisons », a-t-il indiqué.

RDC – Banque mondiale

Un milliard de dollars pour l'amélioration du capital humain

Le Conseil des administrateurs du Groupe de la Banque mondiale a approuvé un financement d'un montant total de un milliard de dollars de l'Association internationale de développement (IDA) afin d'améliorer le capital humain en République démocratique du Congo, indique un communiqué de la Banque Mondiale.

Selon la source, ce financement comprend 800 millions de dollars en faveur du projet pour l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE) et 200 millions de dollars de financement additionnel en faveur du projet de renforcement du système de santé (PDSS) pour améliorer la santé maternelle et infantile.

« En soutenant la gratuité de l'enseignement primaire et l'amélioration de la santé maternelle et infantile dans les provinces les plus pauvres du pays, ces deux projets visent à aider les populations les plus vulnérables à accéder aux services de base, » souligne Jean-Christophe Carret, directeur des opérations de la Banque mondiale pour la République démocratique du Congo, la République du Congo, la République centrafricaine et le Burundi qui précise que « *Ce financement est d'autant plus important qu'il permettra d'atténuer les conséquences économiques et sociales du coronavirus pour les plus pauvres. »* dans la mesure où il soutient deux projets ci-dessous :

Le projet pour l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE)qui vise à améliorer l'accès à l'enseignement primaire dans 10 provinces et à renforcer les systèmes éducatifs de base. Les provinces sélectionnées sont le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, l'Ituri, la Lomami, le Kasai, le Kasai Central, le Kasai Oriental, le Kwilu, le Kongo Central et Kinshasa.

« Le PERSE va aider le gouvernement à mettre en œuvre la réforme sur la gratuité de l'enseignement primaire en renforçant les systèmes de gouvernance et la qualité de l'enseignement, » explique Scherezad Joya Monami Latif, spécialiste en chef de l'éducation à la Banque mondiale, ajoutant que *« Grâce à* cet *appui, plus de 9 millions d'enfants vont pouvoir être réinscrits et retourner en classe, lorsque les écoles rouvriront après le confinement, donnant ainsi accès à l'école à plus d'un million d'enfants pauvres, actuellement exclus du système scolaire ».*

Un financement additionnel du projet de renforcement du système de santé (PDSS), celui qui va permettre d'améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé maternelle et infantile ; et apportera une réponse immédiate et efficace à toute crise sanitaire. Les provinces ciblées sont : le Mai-Ndombe, le Kwilu, le Kwango, le Sud Ubangi, la Mongala, l'Equateur, la Tshuapa, le Haut Katanga, le Lualaba, le Haut Lomami, le Maniema, le Nord Kivu, le Sud Kivu et Kinshasa.

« Il s'agit de poursuivre et de renforcer les efforts en cours, » précise Hadia Samaha, spécialiste en chef de la santé à la Banque mondiale. « *Cette approche de financement basé sur la performance a déjà permis d'améliorer la qualité des services, tout en renforçant le système de santé publique, la surveillance des maladies et les capacités de riposte pour permettre de mieux faire face aux flambées épidémiques. »,* soutient-il.

Le projet pour l'équité et le renforcement du système éducatif (PERSE) comprend un crédit de 444 millions de dollars et un don de 356 millions de dollars, tandis que le quatrième financement additionnel du projet de renforcement du système de santé (PDSS) comprend un crédit de 121 millions de dollars et un don de 79 millions de dollars.

L'Association internationale de développement (IDA) est l'institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète. Fondée en 1960, elle accorde des dons et des prêts à faible taux d'intérêt ou sans intérêts en faveur de projets et de programmes de nature à stimuler la croissance économique, à réduire la pauvreté et à améliorer la vie des plus démunis. L'IDA figure parmi les principaux bailleurs de fonds des 76 pays les plus pauvres de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique. Les ressources de l'IDA permettent d'apporter des changements positifs dans la vie de 1,6 milliard de personnes résidant dans les pays éligibles à son aide. Depuis sa création, l'IDA a soutenu des activités dans 113 pays. Le volume annuel des engagements est en constante augmentation et s'est élevé en moyenne à 21 milliards de dollars au cours des trois dernières années, 61 % environ de ce montant étant destinés à l'Afrique. ACP

RENOI-RDC

Enquête sur l'impact de la Covid-19 sur les ménages, l'exploitation illégale du bois

Le Réseau national de l'observation indépendante (RENOI/RDC), procédera la semaine en cours, au lancement d'une enquête sur la sensibilisation des communautés locales et des peuples autochtones, à l'impact de la covid-19 sur les ménages et l'exploitation illégale du bois d'œuvre ainsi que sur le trafic de la faune sauvage.

Selon un document parvenu samedi à l'ACP, seules villes de Kinshasa, Kisangani, Nyoki, Mbandaka et Goma sont concernées par cette enquête.

Cette activité, précise la même source, est financée par l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union européenne (UE). Elle s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui aux communautés locales et peuples autochtones dans la lutte contre la propagation de la pandémie de la covid-19 en République démocratique du Congo (RDC).

Au cours de la réunion à cet effet à Kinshasa à l'intention des acteurs de la société civile membres du RENOI, Mme Afy Malungu du réseau des communicateurs pour l'environnement, a présenté le document traçant l'attitude que devra afficher l'enquêteur auprès de l'enquêté sur le terrain à savoir dans les marchés et les ports de vente de bois et de production artisanale. A Kinshasa a-t-elle précisé, l'enquête sera effectuée à Kinkole dans la commune de la N'sele et à Maluku.

Pour sa part, le coordonnatrice de l'observatoire de la gouvernance forestière (OGF), Essylot Lubala, s'est penché sur l'importance de la sensibilisation de cette pandémie et ses effets négatifs auprès des populations frappées par la pauvreté au plan économique.

Selon lui, l'enquête devra s'appuyer sur l'un des axes prioritaires qui se résume en: information, éducation et communication (IEC). Il s'agit de sensibiliser les vendeurs de bois aux différentes mesures de se protéger et de protéger les autres afin de limiter la propagation de la Covid-19.

Tout en rappelant que la ville de Kinshasa demeure l'épicentre de la pandémie, il a émis des regrets du fait que malgré la courbe ascendante de la propagation de la Covid-19, certaines couches de la population continuent de douter de l'existence de ce virus. Ce comportement est la conséquence, selon lui, de l'insuffisance d'information sur le virus et sur la manière de se protéger. LR/ACP

Prix Pierre Castel 2020

La RDC s'engage dans la création des jeunes millionnaires

La République démocratique du Congo (RDC) à travers le ministère de l'Industrie, est déterminée à contribuer à la création des jeunes millionnaires congolais à travers l'accompagnement des jeunes entrepreneurs, renseigne le service de communication dudit ministère. Selon la source, le ministre de l'Industrie Julien Paluku l'a affirmé au cours de la cérémonie d'audition finale du Prix «Pierre Castel 2020 » organisée à Kinshasa par la société brassicole Bracongo SA membre du jury dudit Prix.

Outre le Prix qui sera décerné par Bracongo, il prend l'engagement de faire un plaidoyer auprès du gouvernement pour permettre aux jeunes lauréats de créer leurs propres micro-entreprises, afin d'impacter l'économie locale. Il a également promis d'apporter le soutien de son ministère à travers des coachings qu'ils pourront à leur tour à leurs semblables.

Le Prix «Pierre Castel » a été institué depuis l'année 2018. Il est décerné au meilleur lauréat jeune entrepreneur dont le projet cadre avec l'agriculture, l'agroalimentaire, l'agri-tech ou l'agro-ressource. Ce Prix est d'un montant de 15.000 (quinze mille) Euros destiné à développer l'entreprise du lauréat, rappelle-t-on.

TANGANYIKA

Reprise des activités à Moliro après la psychose créée par la présence des militaires zambiens

La vie a repris son cours normal à Moliro centre, une localité située à plus ou moins 450 Km du territoire de Moba (Tanganyika), après la psychose créée par la présence des militaires zambiens.

Marchés, boutiques, hôpital ou centre de santé ont presque tous ouvert leurs portes à Moliro centre depuis quelques temps. Les communautés ont presque renoué avec leurs activistés de routine.

«*Le calme est revenu à Moliro centre. Les communautés qui avaient fui les atrocités s'étaient réfugiées aux alentours de Moliro centre, reviennent progressivement*», a expliqué à 7SUR7.CD Didier Kambere, administrateur du territoire de Moba. Il est à noter par ailleurs que depuis le 30 mars dernier, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo sont installées à Moliro.

Pour rappel, il y a quelques mois les habitants avaient fui la localité citée ci-haut après incursion des militaires zambiens.

Marcelo Mfumu depuis Kolwezi

NORD-KIVU

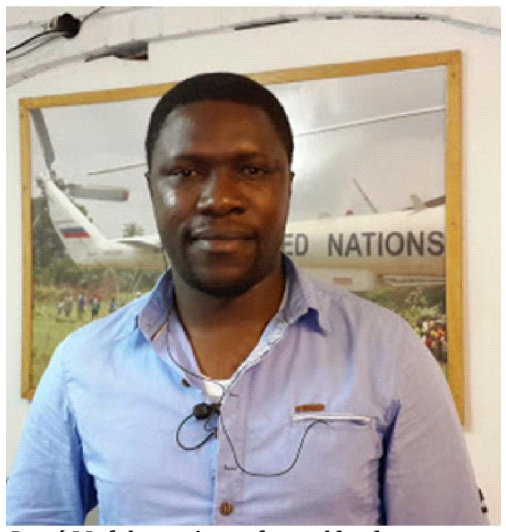
Les enfants toujours présents dans des groupes armés

Le monde célèbre ce 16 juin, la journée mondiale de l'enfant africain. A cette occasion, le parlement d'enfants de Beni (Nord-Kivu) a saisi cette occasion pour dénoncer la présence des enfants au sein des groupes armés, mais aussi, les déplacements répétitifs des familles dus à l'insécurité qui prévaut dans la région, ce qui affecte les enfants.

Dans un entretien accordé mardi 16 juin à Radio Okapi, le coordonnateur du parlement d'enfants de Beni, Joël Kavuya, se dit satisfait des démarches de certaines organisations et acteurs de protection qui s'investissent pour sortir les enfants des groupes armés.

Il a, par ailleurs, formulé quelques recommandations auprès des autorités pour mettre à l'abri les enfants en groupes armés.

« La première des choses, je recommande à certains politiciens qui nous suivent à des pareil moment de ne pas mêler la protection, la vie des enfants avec les intérêts politiques car on ne veut pas vivre Soweto en RDC. Protégeons nos enfants, garantissons l'avenir de nos enfants. Alors, l'intérêt suprême et supérieur des enfants doit être promu. Au niveau des parents, je recommanderai que chaque parent assume ses responsabilités », a-t-il indiqué.



Josué Mufula, ancien enfant soldat devenu doctorant en Philosophie politique à l'Université Catholique du Congo (UCC). Radio Okapi/Ph. Kelly Nkute.

SUD-UBANGI

La conservation des poches de sang pose problème

Le médecin coordinateur provincial du centre provincial de transfusion sanguine du Sud-Ubangi, le docteur Jean-Claude Gwana, a, dans une interview accordée ce lundi 15 juin 2020 à 7SUR7.CD, annoncé que son institution éprouve des difficultés concernant la conservation des poches de sang des suites d'une panne technique au niveau des matériels de froid.

''*Nous avons été victimes de coup de foudre qui a endommagé trois quarts de nos matériels de froid. Notamment des panneaux, batteries, convertisseurs et de régulateurs de tension. Toutes les chaînes de froid ont été endommagées. Cela a paralysé grandement les activités liées à la collecte de sang. Nous ne pouvons pas fonctionner sans les chaînes de froid*", a déclaré le docteur Jean-Claude Gwana.

Ce dernier dit avoir fait part de la situation auprès des partenaires techniques et financiers présents dans la province du Sud-Ubangi mais jusque-là aucune solution n'est encore trouvée.

Cependant, poursuit-il, ''il y a un réel besoin de sang" pour les nombreux cas d'anémie due au paludisme mais aussi pour les femmes enceintes au moment de l'accouchement.

Il affirme avoir trouvé une solution palliative en rendant opérationnelles 2 de 3 chaînes de froid qui fonctionnent à ce jour avec 4 batteries" même s'il n'y a pas beaucoup d'assurance" pour une bonne conservation de sang, a-t-il précisé.

Le docteur Jean-Claude Gwana, a, en marge de la journée mondiale dédiée aux donneurs bénévoles de sang célébrée le dimanche 14 juin 2020, remercié tous les donneurs bénévoles de sang du Sud-Ubangi pour leur ''geste d'altruisme'' vu qu'ils sauvent des vies humaines et les invite à faire encore davantage des dons vu que ''la quantité de sang que ce centre dispose n'est pas suffisante pour couvrir le besoin de toute la communauté".

César Augustin Mokano Zawa depuis Gemena

SUD-KIVU

La LUCHA dans la rue ce jeudi pour soutenir le personnel soignant de la Covid-19

Le mouvement citoyen Lutte pour le Changement (LUCHA), section du Sud-Kivu projette une marche de soutien au personnel soignant et hospitaliers qui lutte contre la covid-19, le jeudi 18 juin prochain.

Dans un communiqué parvenu à 7SUR7.CD ce lundi, la LUCHA indique que cette marche vise à encourager le personnel soignant et hospitalier « *qui travaille nuit et jour au risque même de leur vie* ».

« *Nous les soutiendrons en leur facilitant la tâche. Premièrement, en respectant scrupuleusement les mesures barrières et en allant à l'hôpital avant qu'il ne soit trop tard* », peut-on lire dans ce communiqué.

Pour Malaika Gracia, militante de la LUCHA, cette marche de soutien sera organisée non seulement à Bukavu mais aussi dans le monde.

« *Le personnel soignant et hospitalier sont nos héros, car ils sont en première ligne dans la lutte contre le coronavirus* », a-t-elle déclaré.

La LUCHA indique qu'un mémorandum sera déposé au ministre provincial de la santé à l'issue de cette marche.

Cette structure citoyenne renseigne que cette marche se passera dans le respect des gestes barrières, notamment le port obligatoire de masques par tous les manifestants et avec une distanciation d'au moins 2 mètres.

Déogratias Cubaka, à Bukavu

Bukavu :Plusieurs routes barricadées par des jeunes

Une vive tension s'est observée dans la matinée de ce mardi 16 juin 2020 à Bagira dans la ville de Bukavu au Sud-Kivu.

Des jeunes en colère ont placé des barricades sur plusieurs routes pour dénoncer l'assassinat d'un conducteur de taxi la nuit de lundi à ce mardi dans la commune de Bagira.

«*La route place de l'indépendance-Bagira et la route Bukavu-Kavumu sont barricadées par des jeunes. Ils fustigent l'assassinat du chauffeur de taxi-bus répondant au nom d'Alain Spiriti. La victime a été assassinée aux environs de 22h00*", a expliqué Wilfried Habamungu, vice-président de la nouvelle dynamique de la société civile de Bagira.

Il renseigne que d'autres barricades ont été placés à côté du centre d'isolement et de prise en charge des patients de la Covid-19 à Bwindi.

Pour l'instant, les éléments de la police nationale congolaise tirent de coup de feu et des gaz lacrymogènes pour tenter de disperser les manifestants.

La circulation des véhicules et des personnes reste perturbée dans cette partie de la ville de Bukavu en République Démocratique du Congo.

Déogratias Cubaka, à Bukavu

Le poignant message d'adieu de Moïse Katumbi à Pierre Lumbi

Très affecté par le décès de son campagnon de Lutte et secrétaire général d'Ensemble pour la République, Moïse Katumbi a adressé hier dans son compte twitter un poignant message d'adieu à Pierre Lumbi Okongo, ainsi qu'une émouvante déclaration dans laquelle il fait ressortir la valeur combattante et humaine de l'illustre, l'immense vide qu'il laisse au sein de ce parti d'opposition ainsi que ses condoléances les plus émues à son épouse et à ses enfants.

«*Très cher Pierre, très cher aîné, repose en paix. Jusqu'à ton dernier souffle tu as mené le juste combat.*

Que Notre Seigneur daigne t'accueillir dans son infinie bonté», a écrit Moïse Katumbi. Ci dessous, la déclaration du président d'Ensemble pour la République.

MOUVEMENT DE LIBERATION DU CONGO

M.L.C

Avec Dieu nous vaincrons

Secrétariat Général

COMMUNIQUE NECRLOGIQUE

Le Mouvement de Libération du Congo, **MLC**, a appris avec consternation, le décès inopiné du **Sénateur Pierre LUMBI OKONGO**, Secrétaire Général du Parti **ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE** et Directeur de Campagne du Candidat LAMUKA à l'élection présidentielle de 2018.

Le MLC, à travers son Président national, **Jean - Pierre BEMBA GOMBO**, exprime sa compassion et présente ses condoléances les plus attristées à la famille biologique de l'Illustre disparu, au Président Moise KATUMBI et à toute sa famille politique.

Que son âme repose en paix.

Avec Dieu, nous vaincrons!

Fait à Kinshasa, le 14 juin 2020

Hon. Eve BAZAIBA MASUDI

Secrétaire Générale

Siège social : 06 Avenue du Port - Kinshasa/Gombe, RD Congo – Tel : 00243998289145
Adresse mail : mlcjpbemba@gmail.com
www.mlc-rdc.org

ENSEMBLE

Le Président

DECLARATION / 14 juin 2020

Très cher Pierre,
Très cher aîné,

Ton départ sonne comme un coup de tonnerre pour nous tous réunis au sein de la grande famille de "ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE".

Nous perdons bien plus qu'un Secrétaire Général. Nous perdons un grand frère, un ami, un sage. Notre chagrin est immense.

Dieu te rappelle auprès de lui au moment où tu mettais la dernière main à la structuration du grand parti pour lequel tu t'engageais corps et âme. Comme tu l'as fait tout au long de ta vie, en combattant l'injustice et en te consacrant à la défense des plus faibles.

Profondément enracinées dans le monde paysan, tes valeurs t'ont conduit à t'engager aux côtés du peuple pour combattre la dictature et défendre la Démocratie. De solidarité paysanne jusqu'à la lutte pour l'alternance démocratique, tu as été de tous les combats. Cela t'a mené aux plus hautes charges de l'Etat que tu as toujours assumées avec la plus grande loyauté. Tu étais un véritable stratège. Avant de prendre une décision, tu savais analyser et écouter toutes les opinions. Tu faisais toujours preuve de patience et de bienveillance. Ton souci majeur était d'éviter les divisions. Tu cherchais à rassembler le plus grand nombre pour bâtir ensemble un Congo fort, prospère et solidaire.

A titre personnel, ton absence laisse un immense vide. Tu as incarné à mes yeux un exemple de courage, comme tu l'as montré en rejoignant les rangs de l'opposition démocratique en 2016. Travailler à tes côtés fut une grande source d'inspiration.

Nous poursuivrons l'œuvre entamée ensemble jusqu'à son accomplissement.

Affligé par cette grande perte, je présente, au nom de ENSEMBLE POUR LA REPUBLIQUE et en mon nom, mes condoléances les plus émues à ton épouse, à tes enfants, à ta famille, à tes proches et à tous tes camarades avec qui le combat continue. Le juste combat que tu as mené jusqu'à ton dernier souffle.

Que ton âme repose en paix.

Moïse Katumbi

Fayulu, Bemba, Muzito rendent hommages à Pierre Lumbi

«*Profondément attristé, grandement consterné, choqué, âme brisée* », les compagnons, les politiques, la société civile, les activistes des droits de l'homme, les mouvements citoyens, ont décrit à leur manière l'accueil de la nouvelle de la mort de Pierre Lumbi Okongo, dimanche 14 juin, à Kinshasa et tenu à lui rendre, sur Twitter, les hommages.

Pour l'avoir connu depuis plus de 30 ans, Martin Fayulu garde en son directeur de campagne à la présidentielle de 2018, «*la finesse de ses analyses et son sens de l'organisation*».

« *Très attristé par le décès du Sénateur P. Lumbi. Nous avons milité ensemble à l'époque de la CNS il y a 30 ans. Il fut mon directeur de campagne lors de l'élection présidentielle de 2018 et je garde en mémoire son sérieux, la finesse de ses analyses et son sens de l'organisation. Sa mort est une énorme perte pour la nation congolaise. Mes très sincères condoléances à sa famille biologique, à Moïse Katumbi et à Ensemble pour la République dont il était le Secrétaire Général. Que son âme repose en paix*», a-t-il écrit sur Twitter.

Pour Jean-Pierre Bemba qui l'a côtoyé dans la coalition Lamuka, Pierre Lumbi était «*homme engagé et épris de voir un Congo nouveau*».

« *C'est avec consternation que j'ai appris le décès de Pierre Lumbi. Je garde de lui le souvenir d'un homme engagé et épris de voir un Congo nouveau. Toutes mes condoléances à sa famille biologique et politique*», s'est-il emporté sur Twitter.

L'ancien premier ministre Adolphe Muzito et l'un des leaders de Lamuka regrette la mort d'un «*homme tempéré*». « *C'est avec tristesse que je viens d'apprendre la disparition de Pierre Lumbi, secrétaire général de Ensemble. Homme tempéré doublé des qualités humaines. Toute ma compassion au président Katumbi et mes sincères condoléances à sa famille biologique et politique*», a-t-déclaré.

Également «attristé», Freddy Matungulu pour sa part écrit : « *C'est avec une grande tristesse que j'apprends le décès de notre collègue et compagnon, P. Lumbi. Mes sincères et fraternelles condoléances au Gouverneur Katumbi et à toute la famille Ensemble. Paix éternelle à son âme*», a-t-il lâché.

Les hommages des députés nationaux à «*un homme très engagé et aimable, dévoué à l'intérêt de la république, un vieux sage, un homme de grande valeur et de conviction politique*». « *Choc ! J'avais pour celui qu'on appelait tous « le vieux sage, Papa», le sénateur Pierre Lumbi Okongo. C'était un homme de conviction, courageux, dévoué à l'intérêt de la République. Un serviteur du Congo surtout. Pensées affectueuses pour sa famille biologique et pour Ensemble*», a témoigné Christelle Vuanga élu AMK de Moïse Katumbi.

« *La mort n'est pas le bout de la vie, elle en fait partie. Je suis effondré par ta brusque disparition, mon vieux Pierre Lumbi. De toi, je garderai un fidèle souvenir. Mes condoléances les plus attristées à ta famille! Vas en paix, repose en paix, tu as fini ta course en paix*», a réagi le député national AMK Claudel Lubaya.

Fondateur de la société civile et ancien conseiller spécial de Kabila

Pierre Lumbi disparaît en emportant ses secrets

Pierre Lumbi, né à Bukavu, élève du Collège Saint Es prit, aurait pu rester en France après ses études et ne pas rentrer dans un Zaïre contrôlé par Mobutu. Au début des années 80, il choisit de regagner son Sud Kivu natal et, avec l'aide de l'ONG suisse Frère des Hommes, il fonde l'une des premières associations paysannes du Kivu, Solidarité paysanne. La particularité de cette dernière, c'est que ses membres, des agriculteurs, des petits producteurs, croient plus en leurs propres forces, leur propre savoir ancré dans l'histoire et la mémoire de leur peuple que dans les enseignements promulgués par des coopérants et des intervenants extérieurs. Les initiatives sur le terrain coexistent avec les séances de formation et, inévitablement, avec la réflexion sur le développement, sur les rapports entre le Nord et le Sud. Au cours des années 80, la dictature de Mobutu entre en crise et Pierre Lumbi comprend qu'il n'échappera plus longtemps à la politique. Sous son impulsion et suivant son exemple, d'autres ONG apparaissent au Sud Kivu, dont ADI Kivu tandis que Lumbi gagne Kinshasa, désireux de rejoindre le combat contre la dictature. C'est ainsi qu'au début des années 9O, il se retrouve ministre de l'Agriculture dans un éphémère gouvernement dirigé par Etienne Tshisekedi, qui se réunit sous les arbres, dans la parcelle de l' « éternel opposant » qui refuse de se saisir d'un pouvoir à portée de mains. Ayant rejoint Joseph Kabila, qui porte, au début des années 2000, les espoirs de la modernité et du changement, Pierre Lumbi crée le MSR, Mouvement social pour le renouveau, un parti qui recrute largement au sein de la société civile, des cadres, des intellectuels et qui apportera à Kabila un soutien à la fois critique et crucial. Devenu « conseiller spécial » du chef de l'Etat qui lui accorde sa confiance (ce qui est rare...) Lumbi, dans la plus grande discrétion, sera envoyé à Pékin où il négociera les fameux « contrats chinois », la construction d'infrastructures en échange de cuivre et de cobalt, pour une valeur initiale de 10 milliards de dollars, passée à 6 par la suite. Seul Lumbi aurait pu donner le détail de l'indignation occidentale, des pressions subies, voire du chantage le plus éhonté, mais cet homme de l'ombre, aussi discret qu'influent, préféra garder le silence.

Par la suite, déçu par Joseph Kabila, il choisit de passer à l'opposition et devint le secrétaire général d' « Ensemble pour la République », le mouvement créé dans le but de porter au pouvoir Moïse Katumbi lors des dernières élections du 31 décembre 2018.

Affaibli, « fatigué » comme on dit au Congo, Lumbi a été victime d'un virus qui, dans les premiers temps, s'en prend d'abord aux plus âgés et aux élites et il a quitté le monde avec bien des secrets....

Par Colette Braeckman

Enfin, rechercher la vérité sur le Congo et la Belgique...

Dans le fracas des statues précipitées au sol et des cris de protestation, les politiques s'émeuvent enfin, se demandent pourquoi tant de colère. Il était temps qu'ils se posent la question et se demandent s'il n'est pas déjà trop tard. SI une commission d'enquête décide de faire le point sur ce qui s'est réellement passé durant l'Etat indépendant du Congo et durant les 80 années de la colonisation, les politiques auront malgré tout un temps d'avance sur de nombreux citoyens mais aussi sur certains historiens, certains faiseurs d'opinion et plus encore sur les économistes.

Certes, nul n'ignore plus rien de la chronologie des événements, mais les ressorts de la domination ont-ils réellement été démontés ? Il y en avait deux et le premier, que Léopold II affichait sans honte, c'était l'appât du gain : l'entreprise « Congo » devait rapporter et l'ivoire, le caoutchouc ne tardèrent pas à rembourser les frais de la conquête. Lorsqu'en 1908, l'Etat belge reprit la succession de l'Etat indépendant, le principe demeura le même, formulé autrement « le Congo ne doit rien coûter ». Pour beaucoup de Belges, depuis les héritiers de Léopold II jusqu'aux simples particuliers, il rapporta beaucoup : des dividendes, des salaires bien supérieurs à ceux de la métropole, des bénéfices en tout genre. Ce compte là n'a jamais été fait, en particulier au niveau de nos grandes entreprises présentes au Congo à l'époque et même après. C'est pourquoi, en plus des historiens reconnus, il faudra s'adjoindre des franc tireurs, des gens qui ont déjà travaillé en dehors des institutions et des subventions. Après tout n'est ce pas Jules Marchal, un ex diplomate, qui a inspiré l'écrivain Adam Hochkild, Ludo de Witte qui a mené l'enquête sur l'assassinat de Lumumba, David Van Reybroeck qui a touché l'opinion avec sa fresque monumentale « Congo, une histoire »? Il faudra évidemment interroger les Congolais eux-mêmes, leurs travaux de recherche mais aussi la mémoire populaire.

Le second ressort, plus délicat encore que le premier, plus difficile à démonter, c'est une forme de racisme latent, qui a pu prendre des formes multiples au fil des années. Ce racisme non déclaré mais intériorisé va du rejet brutal, aujourd'hui difficilement soutenable en public, de la discrimination légalement condamnable, à des exclusions plus discrètes, des disparités subtilement masquées, qu'il s'agisse d'emploi, de logement, de « distanciation » sociale. Il faudra démontrer que si l'entreprise coloniale fut possible, c'est aussi parce l' « échelle raciale » avait été intégrée, y compris par les dominés eux-mêmes. Lumumba s'interrogeait déjà : « pourquoi dit on «tu» à un Noir » ? Et pourquoi, aujourd'hui, encore des quidams venus de Belgique se permettent ils, sitôt arrivés au Congo, de tutoyer des inconnus qui ne peuvent leur rendre la pareille ?

Au-delà des seuls parlementaires, chacun peut se sentir concerné par une éventuelle enquête : la colonisation appartient au temps long de l'histoire, les relations avec le Congo, avec l'Afrique ne se sont pas réellement rompues en 60. Elles font toujours partie de notre imaginaire, de nos lâchetés, mais aussi, et c'est le plus important, de nos solidarités, de nos affections personnelles. Dans notre société multiple et métissée, la connaissance du passé doit pouvoir baliser l'avenir.

Par Colette Braeckman

Des voix s'élèvent aux Etats-Unis pour l'élection d'un président de la CENI «indépendant et crédible»

« *La réforme électorale et la lutte contre la corruption sont le fondement de la transformation démocratique dans une RDC post-Kabila. Je suis heureux de voir que l'élan commence sur les deux fronts. Choisir un président de la CENI indépendant et crédible est le prochain test crucial pour la réforme du pays* » , affirme le président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis, Jamais E. Risch. Avant lui, c'est l'Ambassadeur des Etats-Unis à Kinshasa, Mike Hammer qui s'était entretenu avec le Cardinal Fridolin Ambongo autour de la question. Les catholiques et les protestants se sont opposés à la désignation de Ronsard Malonda, actuel Secrétaire exécutif national de la CENI, pour succéder à Corneille Nangaa. Cet avocat est soutenu par les autres confessions religieuses, mais également par le camp de l'ancien président Joseph Kabila.

« Excellente discussion avec @TataCardinal Ambongo sur la nécessité de sensibilisation autour de la #COVID19, la situation inquiétante à l'est du pays et de l'importance de renforcer la démocratie, particulièrement avec un président indépendant et sans reproche de la CENI« , avait tweeté Mike Hammer à l'issue de cette rencontre avec le cardinal Ambongo.

Les Etats-Unis ont farouchement soutenu le processus démocratique qui a abouti à la toute première alternance à la tête de la République démocratique du Congo, ainsi qu'au départ de Joseph Kabila, qui a dirigé le pays pendant 18 ans. La société civile, ainsi que l'opposition ont farouchement fustigé les résultats de ces élections chaotiques, qui ont étrangement abouti à l'élection d'une majorité absolue pour le camp de Kabila aux législatives. L'ancien président contrôle par ailleurs les deux chambres du Parlement congolais actuellement.

Les catholiques et les protestants s'opposent à la continuité

Les États-Unis ont sanctionné cinq responsables de la CENI en février 2019 pour corruption, enrichissement personnel et sape du processus démocratique. Dans un communiqué diffusé, vendredi 22 février 2019, le secrétariat d'Etat a annoncé leur interdiction du territoire américain. Au premier rang de ces personnalités sanctionnées figure Corneille Nangaa, président de la Commission électorale congolaise, ainsi que son vice-président, Norbert Basengezi et l'un de ses conseillers.

Sanctionné également par Washington, Aubin Minaku, à l'époque président de l'Assemblée nationale de RDC et enfin Benoît Lwamba Bindu, le président de la Cour constitutionnelle. Tous, ainsi que leurs familles, sont désormais interdites d'entrer sur le territoire américain. « *Ces individus, écrit le département d'Etat américain, vendredi, se sont enrichis personnellement par la corruption ou en supervisant des violences contre des personnes exerçant leur liberté d'expression et leur droit à se rassembler pacifiquement* ».

Selon nos informations, sous la houlette de la coalition de Joseph Kabila, des propositions sont en cours pour désigner de nouveaux acteurs de la CENI, issus de la même équipe qui a organisé les dernières élections en RDC. L'avocat Ronsard Malonda Ngimbi, actuel Secrétaire Exécutif National de la CENI, est cité parmi les favoris du FCC pour succéder à Corneille Nangaa. À titre de rappel, l'actuel président de la CENI était « Secrétaire exécutif », avant de succéder à l'abbé Apollinaire Malumalu à la tête de la commission.

Le président Félix Tshisekedi, ancien opposant, ne s'est pas encore exprimé autour de la question de la désignation du futur président de la CENI, dont la procédure a étrangement été initiée par la Présidente de l'Assemblée nationale Jeanine Mabunda, membre éminente de la coalition de Joseph Kabila. Au cours d'une interview exclusive accordée à Politico.cd le dimanche 14 juin 2020, l'abbé Donatien Nshole, Secrétaire général de la CENCO a également fustigé une manigance du camp de Kabila autour de cette désignation du nouveau président de la CENI. (...)

politico.cd

BURUNDI

Le président élu Ndayishimiye entrera en fonctions jeudi

Le nouveau président du Burundi Evariste Ndayishimiye, élu le 20 mai, prêtera serment jeudi, une entrée en fonctions avancée de deux mois à la suite du décès soudain du président sortant Pierre Nkurunziza.

Le ministère des Affaires étrangères a invité les représentations diplomatiques au Burundi à «bien vouloir prendre part aux cérémonies d'investiture du président élu (...) qui auront lieu jeudi 18 juin 2020 à 11H00", à Gitega, la capitale, selon une note du ministère dont l'AFP à pris connaissance.

Vendredi, la Cour constitutionnelle avait estimé que le nouveau président, issu des rangs du parti au pouvoir (CNDD-FDD), devait débuter son mandat de sept ans le plus rapidement possible, sans période d'intérim.

Elu à la présidentielle du 20 mai, M. Ndayishimiye devait initialement prendre ses fonctions le 20 août, à la fin du mandat de Pierre Nkurunziza, décédé subitement le 8 juin, à l'âge de 55 ans, officiellement d'un «arrêt cardiaque».

Alors qu'une partie du pays s'interroge sur la possibilité que le chef de l'Etat ait succombé à la maladie Covid-19, une source médicale à l'hôpital de Karusi, où il est décédé, a affirmé à l'AFP qu'il était en «détresse respiratoire» quand il est mort.

Son épouse, Denise Bucumi, avait été testée positive au coronavirus lors de son hospitalisation fin mai à Nairobi, selon un document médical consulté par l'AFP.

- Sombre héritage -

La mort inopinée de Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 15 ans, a ouvert une période d'incertitude pour son pays, dont l'histoire est marquée par des crises politiques meurtrières et une longue guerre civile.

Le régime souhaitait donc accélérer la prise de fonctions de M. Ndayishimiye pour éviter toute turbulence. Ce serait «*légitime et pas du tout choquant, et surtout ça peut éviter au général Ndayishimiye cette longue période d'incertitude et d'immobilisme synonyme de tous les dangers*», avait récemment estimé un diplomate sous couvert d'anonymat.

Le général Ndayishimiye, dauphin du président sortant désigné par le CNDD-FDD, a été élu pour un mandat de sept ans renouvelable une fois, après avoir remporté la présidentielle avec 68,70% des voix. L'opposition a dénoncé des fraudes massives, mais son recours a été rejeté par la Cour constitutionnelle.

La mort de Pierre Nkurunziza, un chrétien évangélique «born again» qui considérait son pouvoir d'essence divine, a provoqué un immense choc au Burundi. AFP

SOUDAN

Découverte d'un charnier de soldats tués sous Béchir

Une fosse commune renfermant les corps de dizaines de soldats, exécutés en 1998 par le régime d'Omar el-Béchir alors qu'ils tentaient de déserter, a été découverte ces derniers jours à Khartoum, a annoncé lundi la justice soudanaise.

La commission chargée d'enquêter sur les meurtres commis dans le camp militaire d'Ailefoun, au sud-est de Khartoum, «a découvert le charnier au cours des quatre derniers jours, après avoir entendu des témoins», a déclaré le procureur Tagelsirr al-Hebr, lors d'une conférence de presse dans la capitale soudanaise.

Certains suspects sont aujourd'hui en fuite à l'étranger, a-t-il ajouté, sans fournir de précisions.

«*La fosse commune a été exhumée et la commission poursuit son travail (d'enquête) avec les médecins légistes et la police scientifique*», a indiqué Ali Saïd, membre de la commission d'enquête.

Jeudi dernier, la police avait déjà bouclé la zone où a pris place l'exhumation des corps, dans le quartier de Sahafa, au sud de la capitale, a constaté un photographe de l'AFP.

En avril 1998, plusieurs dizaines de jeunes conscrits ont été tués en tentant de s'échapper du camp insalubre d'Ailefoum où se déroulait leur formation, afin de rejoindre leurs familles pour la fête musulmane de l'aïd al-Adha.

Rejetant les accusations qui leur étaient adressées, les autorités soudanaises d'alors, répondant de l'ex-président Omar al-Béchir, avaient affirmé que les jeunes soldats étaient morts noyés dans le Nil bleu. Officiellement, 55 corps ont été repêchés après que le bateau transportant les conscrits eut coulé.

Cette version officielle a rapidement été contestée par des rescapés, des familles de victimes qui n'ont jamais reçu les dépouilles de leurs proches, ainsi que plusieurs groupes d'opposition qui estiment à des centaines le nombre de victimes. AFP

Violents heurts à Tinzaouatine à la frontière algéro-malienne

De violents accrochages ont eu lieu lundi à Tinzaouatine, dans le sud de l'Algérie à la frontière avec le Mali. On compte un mort et plusieurs blessés. À l'origine des heurts : une clôture de barbelés installée pour sécuriser la frontière, que des personnes ont arrachée.

Depuis lundi, photos et vidéos de Tinzaouatine circulent sur les réseaux sociaux. On y voit des personnes blessées et on y entend des tirs. Ces images montrent aussi une clôture de barbelés, installée pour sécuriser la frontière entre l'Algérie et le Mali, dans cette zone désertique où la menace djihadiste est présente. C'est cette clôture qui est à l'origine d'une manifestation : des personnes ont arraché les barbelés. En effet un habitant d'Ikhraben, du côté malien, explique que cette séparation installée il y a environ un mois a déjà été dénoncée par la société civile, auprès des autorités de Tamanrasset. Il ajoute que les populations vont et viennent des deux côtés de la frontière, et que cette barrière les en empêche. De son côté, la presse algérienne cite aussi un problème d'accès à une source d'eau.

Dans un communiqué publié lundi par le ministère algérien de la Défense, l'armée dément avoir ouvert le feu. Les autorités évoquent une tentative de détériorer le mur de sécurisation, menée par des individus connus pour leurs activités de contrebande et de crime organisé.

Le sort des Libyens entre les mains de Moscou et d'Ankara

La déroute du maréchal Haftar, repoussé de Tripoli et de l'Ouest libyen, a ouvert une nouvelle phase dans la lutte pour le pouvoir en Libye. Les principaux acteurs internationaux du conflit, la Russie et la Turquie, sont désormais en première ligne pour trouver une issue à la guerre. Et se partager le pays ?

En Libye, où le rapport de force dans le conflit s'est inversé en faveur du camp du gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale, aux dépens de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar, les regards se tournent désormais vers l'étranger.

Plus précisément vers les deux principaux acteurs internationaux de la lutte pour le pouvoir en Libye, à savoir la Turquie, dont l'intervention directe dans le conflit, en soutien du GNA, a scellé l'échec de l'offensive de l'ANL lancée en avril 2019 sur la capitale Tripoli (Ouest), et la Russie, qui soutient moins ouvertement le camp Haftar.

Sur le terrain, les troupes gouvernementales ont dû ralentir leur avancée, après avoir repris le contrôle de l'Ouest libyen. Et de poursuivre leur contre-offensive pour reprendre la ville de Syrte, verrou stratégique en direction de l'Est et des installations pétrolières clés du pays, toujours aux mains du camp Haftar.

Longtemps à l'initiative sur le plan militaire, le maréchal est contraint de renoncer à ses ambitions, même si la Libye reste de facto coupée en deux. C'est dans ce contexte particulier que les parrains turcs et russes tentent de négocier en coulisses l'avenir d'un pays riche en hydrocarbures, mais en proie au chaos depuis la chute du colonel Kadhafi en 2011.

Russes et Turcs préparent l'après-Haftar

«*Moscou et Ankara sont actuellement en train de se positionner pour la deuxième phase du conflit, qui s'est ouverte après l'échec d'Haftar, et semblent intéressés à trouver un compromis, mais il est encore trop tôt pour savoir ce qu'ils préparent et quels sont leurs objectifs finaux*», explique à France 24, Riccardo Fabiani, directeur de projet à l'International Crisis Group.

Malgré la complexité des relations qu'entretiennent Moscou et Ankara, également soutiens de camps rivaux en Syrie, et grâce à l'entente cordiale affichée par le président Vladimir Poutine et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan, les deux puissances, qui n'ont aucun intérêt à s'affronter directement sur le sol libyen, pourraient trouver un compromis.

L'internationalisation du conflit ne s'arrête pas aux Russes et aux Turcs, puisque le Qatar appuie lui aussi le Premier ministre Fayez al-Sarraj, tandis que l'Égypte et les Émirats arabes unis soutiennent le maréchal Haftar, sans compter la présence d'acteurs occidentaux comme la France ou les États-Unis, dont l'influence est toutefois moindre sur le dossier libyen.

Selon Emad Badi, expert de la Libye à l'Atlantic Council, interrogé par l'AFP, Turcs et Russes «*peuvent trouver un terrain d'entente à la fois politique et militaire, en déterminant des sphères d'influence*», soit l'ouest du pays pour Ankara, et l'Est pour Moscou. *D'autant que, vu l'équilibre des forces, le GNA ne peut pas reprendre le contrôle de tout l'Est libyen*», confiait récemment à France 24, Rachid Khechana, rédacteur en chef de la revue libyenne Chououn, et ancien directeur du Centre maghrébin d'études sur la Libye.

À moins que les deux pays s'entendent sur un partage plus global et international, en laissant par exemple les mains libres aux Turcs en Libye et inversement pour les Russes en Syrie. Et signe que le président turc Tayyip Recep Erdogan n'entend pas renoncer à son influence retrouvée dans ce qui fut un territoire ottoman jusqu'en 1912, des médias proches du pouvoir ont rapporté, vendredi, qu'Ankara pourrait établir deux bases en Libye, l'une au sud-ouest de Tripoli et l'autre dans la ville portuaire de Misrata. Le Point/Afrique

Afrique du Sud

La loi électorale jugée inconstitutionnelle

La Cour constitutionnelle sud-africaine a jugé que la loi électorale actuelle qui ne permet pas aux candidats indépendants de se présenter aux élections, est inconstitutionnelle.

Une décision qui pourrait changer le visage de la politique sud-africaine. Elle signifie que les sud-africains pourront désormais se présenter aux élections provinciales et nationales sans avoir besoin du soutien d'un parti.

Jusqu'à présent, seuls les membres des partis politiques étaient autorisés à se présenter aux élections. Lors des prochains scrutins, le champ sera donc ouvert aux candidats indépendants.

La décision de la Cour constitutionnelle pourrait donner aux électeurs une chance de tenir leurs élus pour responsables en cas d'échec, sans la protection d'un parti politique puissant soit-il.

Certaines critiques disent que l'Afrique du Sud est devenue en fait une démocratie à trois partis, l'ANC au pouvoir et les partis d'opposition, l'Alliance démocratique et les combattants de la liberté économique. Certains sud-africains les accusent d'avoir échoué à tenir leurs promesses électorales.

Le Parlement sud-africain a deux ans pour modifier la législation.

Les avantages économiques du rachat par l'Etat de la maison de feu Papa Wemba

Le chef de l'État Félix Tshisekedi a, au cours du Conseil des ministres tenu le 12 juin 2020, instruit le ministre de la Culture à examiner la possibilité de racheter la villa mise en vente par la famille du défunt Papa Wemba. Un projet qui offre plusieurs avantages sur le plan économique et touristique.

En rachetant cette maison qui coûterait environ 750 000 dollars américains, le Gouvernement prévoit la transformer en musée et d'y installer un studio d'enregistrement de musique pour les artistes congolais à des prix préférentiels.

Une grande première dans l'histoire culturelle de la République démocratique du Congo, où le Gouvernement aimerait immortaliser un artiste en créant un musée en son honneur. Ce dernier pourra attirer des touristes du monde entier. Car, ils y trouverons les biens de valeurs artistiques de cette star de la musique africaine.

Au-delà du fait que de garder la mémoire d'un des caïmans de la musique congolaise, ce serait une activité touristique et économique à la fois.

La mise en place d'un studio d'enregistrement, là encore, ce serait une autre activité économique réservée aux professionnels de la musique, et ce pour le compte du trésor public.

En rappel, c'est depuis la fin du mois de mai 2020 que la résidence de feu Papa Wamba située au quartier Ma Campagne dans la commune de Ngaliema a été mise en vente.

Harris Kasongo
Zoom Ec

Une conférence sur la valorisation de l'homme noir animée à Kalamu

L'écrivain et juriste, Charles Omambo Loseke, a animé vendredi, dans la commune de Kalamu, une conférence sur la valorisation de la culture des peuples noirs autour du thème « 'L'homme noir d'Afrique et l'homme blanc ».

Selon l'orateur sa communication vise à exercer les mémoires des jeunes à éliminer le complexe d'infériorité de l'homme noir vis-à-vis du blanc, expliquant que les exploits des chercheurs d'Afrique et des pays d'autres continents considérés, à tort d'arriérés, dans la recherche des solutions de freinage de la pandémie de Coronavirus, en illustrent la capacité de tout bien instruit sans discrimination. Car, a-t-il soutenu, la science est universelle. Aussi, en cas de bonne assimilation des matières dispensées partout, il ya une possibilité d'accomplir des tâches d'intérêt public.

M. Omambo a rappelé, à cet effet, que la civilisation de l'Egypte pharaonique était de souche nègre et avait atteint un niveau non négligeable scientifique et culturel dans l'antiquité, ajoutant, par ailleurs, que les premiers savants grecs étaient, au préalable venus s'instruire en Egypte.

D'où, a-t-il suggéré aujourd'hui, l'obligation pour l'Africain noir de travailler sans relâche et préjugé d'infériorité pour le développement des Nations de son continent. ACP

Une conférence en ligne de «Malaf'iarts» sur le théâtre africain en période de Covid19

Le comédien et metteur en scène sénégalais M. Meissa Gueye a animé samedi une conférence en ligne sous le thème: «la création théâtrale en Afrique en ce période de Codiv-19», organisée par la maison de production « Malaf'art ».

Dans sa présentation l'humoriste sénégalais Meissa Gueye, a fait savoir que le secteur théâtral est très touché par cette pandémie du Covid-19, du fait que sa pratique implique la présence du public, differement des autres filières artistiques telles que la musique, l'art visuel qui peuvent se faire d'une manière virtuelle. Pour lui, le recourt au virtuel, peut faire perdre au théâtre son originalité, si les acteurs ne s'y lancent pas avec intelligence. « *En tant que créateur nous pouvons toujours adapter nos imaginations, car c'est le moment de faire travailler notre génie créateur* », a-t-il dit, soulignant que cette créativité est tenue de rester dans le strict respect des gestes barrières.

De son coté le le responsable de la maison de production Malaf'iarts, Malafi Niamba a fait savoir que l'objectif de cette rencontre était de montrer comment s'approprier et mettre en scène un texte en respectant les gestes barrières ?». ACP

Gims dévoile la période probable où son album 100% rap sera disponible

Alors qu'il a révélé en avril 2020, l'arrivée d'un album 100% rap comme dans le beau vieux temps avec le groupe Sexion d'Assaut, l'artiste rd-congolais Gims a dévoilé le mois où ce projet sera dans les bacs.

Tant attendu par les mélomanes qui apprécient le côté kicker de Gims, ce disque sera dehors en octobre prochain a lâché la star lors d'un entretien avec la chroniqueuse de musique Ika de Jong sur Instagram. « *L'album 100% rap sera disponible au mois d'octobre 2020* », a-t-il dit.

Bien qu'il n'y a pas jusqu'à ce jour plus d'informations possibles sur cet opus, les fans sont d'orès et déjà en première ligne pour écouter cette future sauce.

Au cours de cet entretien, le Monstre marin a aussi glissé un petit mot sur le groupe musical français Sexion d'Assaut où il est membre phare. Selon lui, il n'y a pas de suspens, le groupe est de retour pour de vrai et l'album sera dispo fin 2020 ou début 2021.

« Il n'y a plus de secret pour Sexion d'Assaut. Le projet va venir. Nous étions déterminés à sortir l'album cette année, mais le confinement nous a causé de fait du tort. J'espère que le projet sera dans les bacs début 2021 », a-t-il confié.

ETIENNE KAMBALA

PARIS

Cinq hommes, dont un Congolais, s'emparent d'une œuvre au musée du Quai-Branly au nom de la « dépossession de l'Afrique »

Le lieu venait de rouvrir il y a cinq petits jours. Un groupe de cinq hommes, dénonçant la « dépossession de l'Afrique de ses richesses », est entré vendredi au Musée du Quai-Branly à Paris, où ils ont arraché de son socle un poteau funéraire Bari du XIXe siècle, avant d'être interpellés par la police. Une plainte a été déposée par le musée et une enquête de police est en cours, indique-t-on au Quai Branly, où l'on ne souhaite faire aucun commentaire.

« *Cinq individus ont été interpellés et placés en garde à vue des chefs de «tentative de vol en réunion d'un objet mobilier classé»*», indique le parquet de Paris, qui a confié l'enquête au commissariat du VIIe arrondissement.

Ils se sont filmés longuement après avoir pénétré dans le musée rouvert depuis mardi, selon la vidéo postée en ligne. On y voit l'un des cinq hommes, qui se présente comme un ressortissant de la République Démocratique du Congo, desceller le poteau funéraire, aidé par un autre, avant de l'emmener dans les couloirs.

Une « atteinte au patrimoine »

Pendant qu'il est filmé, l'homme hurle ses critiques contre la France : « *Nous avons décidé de récupérer ce qui nous appartient* ». « *Ces biens nous ont été volés sous la colonisation. On part avec notre bien, on le ramène à la maison* », répète-t-il aux gardiens qui les apostrophent et tentent de les retenir. À la fin, la police vient les interpeller.

Le ministre de la Culture Franck Riester condamne dans un communiqué « *avec la plus grande fermeté «ces actes» qui portent atteinte au patrimoine* ». Il relève que ces hommes « *ont formulé des messages à caractère politique et contesté la présence de cette œuvre, et d'autres, dans les collections françaises* ».

« *Si le débat sur les restitutions d'œuvres issues du continent africain est parfaitement légitime, il ne saurait en aucun cas justifier ce type d'actions* », ajoute Franck Riester. Et le ministre d'ajouter : « *L'œuvre ne semble avoir subi aucune dégradation importante et le musée va prendre sans délai toute mesure pour mener à bien les éventuelles restaurations requises.* »

Le Parisien

Koko Tanjah, du Congo au Mali en musique

Originaire de la République démocratique du Congo, Koko Tanjah est un artiste musicien et compositeur malien pétri de talent dont le syncrétisme musical fait voyager.

Leader-chanteur du groupe musical du célèbre reggaeman Ticken Jah Fakoly, Bamako Route, pendant des années, l'artiste chanteur, compositeur et instrumentaliste malien, Koko Tanjah, n'est pas moins connu sur le plan individuel. Il compte déjà deux albums à son actif : Mwinda (Lumière) dans le lequel il rend hommage à ses défunts parents et Nouvelle Génération qui est un mélange de sonorités en fusion, afro beat et rumba. Il compte également plusieurs singles comme Polé Polé et N'Zambe Mokonzi qui le font découvrir du public malien. (...)

Aujourd'hui, le talent seul ne suffit pas. Il faut des moyens financiers pour connaitre le succès, à en croire Koko : *»Il y a énormément de jeunes talents au Mali, mais le problème c'est qu'il faut vraiment avoir des moyens financiers pour être vu du public. Souvent il faut payer pour avoir sa chance sur des scènes.*

Je crois que la musique n'a pas besoin de tout ça. On doit avoir notre chance si nous avons du talent», regrette l'artiste qui travaille actuellement avec la structure de production Bénis-production, avec laquelle il espère relancer sa jeune carrière.

Youssouf KONE

PORTIER DU TP MAZEMBE

GBOHOUO : « Pour le Chairman, je suis capable de prolonger… »

Nous sommes allés à la rencontre de Sylvain GBOHOUO. Confiné chez lui à Lubumbashi en attendant un avion pour des vacances à Abidjan, le gardien des Corbeaux a répondu à une série de questions. Dans cette première partie de notre entretien, découvrez le bilan qu'il fait de sa saison 2019-2020, notamment ce qui a manqué au TPM pour passer les quarts de finale de la C1.

En 5 ans au TPM qu'est-ce qu'il ressent ? Restera-il encore au club ? Les moments vécus les plus compliqués, le pire et le meilleur pendant cette période ? L'international ivoirien a répondu et est aussi revenu sur le fameux carton rouge écopé contre Ismaily.

Que te manque-t-il en cette période où la COVID-19 a provoqué l'arrêt du championnat ?

C'est juste le terrain qui me manque. Les entraînements collectifs, les rigolades entre amis, les voyages, les matchs à haute intensité et les supporteurs, tout ça me manque énormément. Alors, la famille en profite pour être tout le temps avec moi, elle en profite pleinement.

Ton bilan pour la saison 2019-2020 ?

Dans les deux cas, mon bilan personnel est à la fois négatif et positif. En début de saison, je m'étais fixé comme objectif personnel de remporter la Ligue des Champions. Ça n'a pas été le cas parce que nous avons manqué de chance en quarts de finale face au Raja de Casablanca. Personnellement, j'ai rehaussé mon niveau de jeu. Pour les saisons qui suivent, il y a encore beaucoup à faire afin d'atteindre les objectifs en club et aussi remplir mon palmarès.

Qu'est-ce qui a manqué au TPM de passer les quarts de C1 ?

Ce qui a manqué au TPM en quarts de finale de la Ligue des Champions peut se résumer en seul mot : la malchance. A côté de ce manque de réussite, il y a eu des erreurs qui sont venues personnellement de moi au match aller à Casablanca, j'ai un pied qui est impliqué dans cet échec. C'est le football, on a perdu 2-0 au Maroc et on pouvait aussi gagner 3-0, par exemple, chez nous. Nous avions la volonté mais il nous a manqué l'envie d'aller plus loin. Au retour, nous avions tout fait pour nous qualifier mais la chance n'était pas de notre côté.

En 5 ans au TPM, peut-on dire que les choses ont été faciles ?

Je n'ai pas envie d'entrer dans les détails. Je préfère garder le positif parce que tout n'est pas rose dans le métier de footballeur professionnel. Nous essayons de relativiser pour avancer.

Resteras-tu encore plus longtemps au TPM ?

Comme le club m'a approché, je laisse le soin à mon agent d'en parler. Personnellement comme mon contrat est à son terme, je vais rencontrer le président pour discuter. Pour l'instant, je suis encore là. Le TPM est une seconde famille pour moi, ça fait 5 ans que je suis là, je suis à l'aise ici. Je ne manque de rien, on ne discutera que sur les conditions pour rester.

Le président Moïse KATUMBI prend soin de nous comme il peut. C'est quelqu'un, sans avoir de langue de bois, qui m'a beaucoup aidé surtout dans les moments difficiles, il m'a tout le temps soutenu. Pour lui, je suis capable de prolonger mon contrat.

Quels ont été les moments les plus compliqués durant ces 5 ans ?

Premièrement le départ du Président en exil, même s'il faisait tout à distance pour nous satisfaire, c'était compliqué pour nous. C'était ma première année au club, et très vite les choses avaient changé. La deuxième chose, les conditions de déplacement dans les vols internes comme internationaux lorsque vous ne voyagez pas avec l'avion du club. Comme tout compétiteur, participer aux compétitions pour ne pas les remporter est toujours très compliqué à vivre au sein du club.

Quels ont été les matchs les plus difficiles et les plus faciles ?

Je pense que la plus difficile c'est la dernière rencontre face au Raja. Il y avait tellement de pression à l'aller comme au retour. Il fallait faire plaisir au Président qui revenait, lui qui nous avait suffisamment motivés pour gagner. Les supporteurs et toute l'équipe n'attendaient qu'une qualification.

La rencontre la plus facile, c'est celle que j'ai suivi depuis les tribunes en Ligue des Champions. C'était face au Club Africain, mes coéquipiers se sont régalés sur terrain en passant 8 buts aux Tunisiens. J'ai vu mes amis très efficaces avec l'envie de faire la différence et de bien jouer. Il y a eu des rencontres où nous avons fait mieux à l'extérieur comme à la maison, mais celle-là il y avait un mélange de tout ce qu'il faut pour gagner avec honneur et respect.

Pour ne pas me perdre dans les souvenirs, mon meilleur match a été celui face à Zamalek en Egypte. J'ai réalisé quelques actions qui ont permis à mes coéquipiers de pouvoir se sentir bien. Ce sont les trois rencontres dont je me souviendrai longtemps.

J'en profite aussi pour parler de ma plus belle parade. Lors de la Super Coupe d'Afrique devant Etoile Sportive du Sahel, à un quart d'heure de la fin de la rencontre, on mène 2-1. Je réussis une parade spectaculaire qui permet à l'équipe d'avoir une main sur le trophée et aussi rassure les supporteurs qui me voyaient pour la première fois dans les perches du TPM en interclubs de la CAF.

Et ce carton rouge contre Ismaily ?

Sur le coup, je n'avais rien ressenti. J'avais de l'adrénaline qui montait dans ma tête durant le match, c'est tout le temps comme ça sur terrain. On veut toujours marquer pour gagner. Je me suis un peu laisser emporter dans l'envie de gagner au fait, je préfère ne pas me remémorer ce souvenir surtout pour moi, un gardien de but. C'est assez facile pour les joueurs de champ, non pour nous. On n'aime pas passer ce moment d'angoisse surtout à la maison où on voit le ciel te tomber sur la tête en cas de défaite. J'ai dit merci à mes coéquipiers qui m'ont aidé en gagnant la rencontre et bravo à Aimé BAKULA qui avait arrêté le penalty que j'avais provoqué. Après la rencontre, je suis allé au milieu de terrain pour solliciter le pardon des supporteurs. Lorsqu'ils m'ont acclamé, cette attitude et la victoire ont séché mes larmes et la déception que j'avais ressentie.

tpmazembe.com

(A SUIVRE)

V.CLUB: Danielle Alice Netter, une israëlo-américaine qui vise la présidence

Depuis la démission du président de coordination des moscovites, le conseil suprême réceptionne les différentes candidatures.

En début de cette semaine, des sources proches du club annoncent l'arrivée d'une candidate d'origine Israëlo-américaine à la tête de la coordination de V. Club devant succéder au Général Amisi.

Selon nos confrères de Actu.cd, cette annonce qui a bougé l'espace veclubien en particulier et sportif congolais en général, on en sait un peu plus sur cette fameuse candidate, on peut la reconnaitre sur une photo. Ce même confrère apporte plus de précisions en faisant croire que cette dame d'affaires n'est pas encore à Kinshasa, mais son ombre plane dans les milieux des moscovites. On parle tellement d'elle au comité dirigeant qu'elle gagne un peu plus dans les sondages par rapport aux autres concurrents.

Danielle Alice Netter, qui n'est pas novice dans le monde de football, aurait des entrées au prestigieux club anglais de Chelsea. A V. Club, elle promet un « ensemble des projets destinés à moderniser le club ». « Une modernisation qui consiste à investir dans les installations et dans l'ouverture vers des partenaires locaux et internationaux », affirment certaines sources en contact avec l'intéressée.

Conformément au calendrier récemment publié par la Linafoot, V.club se réunira le 25 juin prochain. Ce sera pour son assemblée générale ordinaire avant d'entamer la prochaine saison.

Cedrick Sadiki Mbala

Drogba devra patienter, l'élection à la fédération ivoirienne reportée

La Fédération ivoirienne de football a décidé du report de son Assemblée générale, qui doit notamment entériner les candidatures à sa présidence, parmi lesquelles celle de Didier Drogba.

Le Covid-19 n'impacte pas seulement les championnats partout sur la planète, la pandémie bouleverse aussi l'agenda de certaines instances. Ainsi, « l'interdiction des rassemblements de population à Abidjan, dont le maximum autorisé est dorénavant réduit de 200 à 50 personnes » par les autorités locales a contraint la Fédération ivoirienne de football (FIF) à reporter son Assemblée générale ordinaire, initialement prévue pour le samedi 20 juin prochain et destiné à entériner les candidatures à la présidence de l'instance.

Le conclave a été repoussé au samedi 4 juillet, toujours à Abidjan, alors qu'une délocalisation à Yamoussoukro avait un temps été envisagée. Ce report entraîne par ricochet celui de l'Assemblée générale élective, du 22 août au 5 septembre 2020. Didier Drogba et les autres candidats à la présidence de la FIF, dont la campagne bat son plein, se voient ainsi offrir un délai supplémentaire pour peaufiner leur programme respectif. Pour rappel, trois candidats sont à ce jour déclarés : Sory Diabaté, actuel n°2 et continuateur du sortant Sidy Diallo, Idriss Diallo et donc l'ancien attaquant de l'OM et de Chelsea.

BARCELONE : prolongation imminente pour Ter Stegen

Le portier du FC Barcelone va bientôt conclure une prolongation de contrat. Lié au club blaugrana jusqu'en 2022, il pousserait son bail à 2025.

C'était prévu, c'est presque fait. Barcelone est sur le point de prolonger Ter Stegen (28 ans) et inscrire le portier allemand dans la durée. Déjà sous contrat avec le Barça jusqu'en 2022, ce dernier poursuivrait l'aventure jusqu'en 2025 selon *SPORT*. Une bonne nouvelle du côté de la Catalogne, qui confirme les informations du média espagnol fin mai.

Les meilleurs managers de l'histoire de la Premier League

La Premier League a long temps été considérée comme le meilleur championnat au monde. Alors que l'élite anglaise a souvent accueilli certains des plus grands joueurs pour orner le jeu, il est important de se rappeler que les managers sont tout aussi importants.

Le championnat a la chance d'avoir une liste de bons entraîneurs depuis sa création en 1992. Mais qui est le plus grand manager qu'a connu la Premier League? Mirror Football a tenté de répondre, en classant les 10 meilleurs managers de l'histoire de la Premier League.

10) Sam Allardyce
9) Sir Bobby Robson
8) Carlo Ancelotti
7) Kenny Dalglish
6) Claudio Ranieri
5) Jurgen Klopp
4) Pep Guardiola
3) Jose Mourinho
2) Arsène Wenger
1) Sir Alex Ferguson

A la demande de la justice congolaise

Les avoirs de Kamerhe en France sous enquêtes !

Alors que le verdict du procès de Vital Kamerhe est attendu ce 20 juin, dans l'affaire de détournement des deniers qui l'oppose avec ses coaccusés à la RDC et au ministère public, scooprdc.net apprend, par de sources judiciaires que le bureau du procureur près la Cour d'appel de Kinshasa-Matete qui a instruit l'enquête, a envoyé une commission rogatoire à la justice française. Ce, pour obtenir de détails sur des biens immobiliers acquis par Vital Kamerhe et son épouse en France de janvier 2019 à ce jour.

Le procureur Adler Kisula Betika soupçonnerait Vital Kamerhe d'avoir acquis 3 luxueuses résidences au cours de l'année 2019 à Maule, Orgeval et Poissy, dans le département des Yvelines (à une quarantaine de km de Paris). Il s'avère que la justice congolaise détiendrait un contrat signé le 6 juillet 2019, dans lequel Vital Kamerhe et son épouse ont déboursé 1.249.668 euros pour faire équiper et rénover par l'entreprise de décoration d'intérieure Bertrand Prestige une maison de 300 m2 à Maule, où ils résident. Cette propriété, pour laquelle le couple Kamerhe a acquis par l'entremise de Bertrand Prestige pour 753.991 euros de meubles, dispose de neuf pièces et est bâtie sur un terrain de deux hectares. Mais, un tweet de la célèbre journaliste française Sonia Rolley vient jeter le doute dans l'univers des enquêteurs congolais, sur au moins une propriété, car d'après les sources citées par cette consœur de Radio France Internationale, « *la maison d'Orgeval est la propriété d'Hamida Chatur depuis 2011 (transfert du titre de propriété) bien avant son mariage avec Vital Kamerhe. il suffit de vérifier au cadastre et au registre des hypothèques en France*« , écrit-elle sur son compte tweeter.

Convoqué, mis sous d'arrêt provisoire, puis jugé pour détournement des deniers publics, le parquet a requis 20 ans de travaux forcés pour l'ancien président de l'Assemblée nationale congolaise et la confiscation de ses biens immeubles acquis de janvier 2019 à ce jour. D'après le parquet, ces biens ont été acquis avec les fonds de la république détournés par l'accusé. scooprdc.net/LR

Les résultats de l'autopsie dévoilés

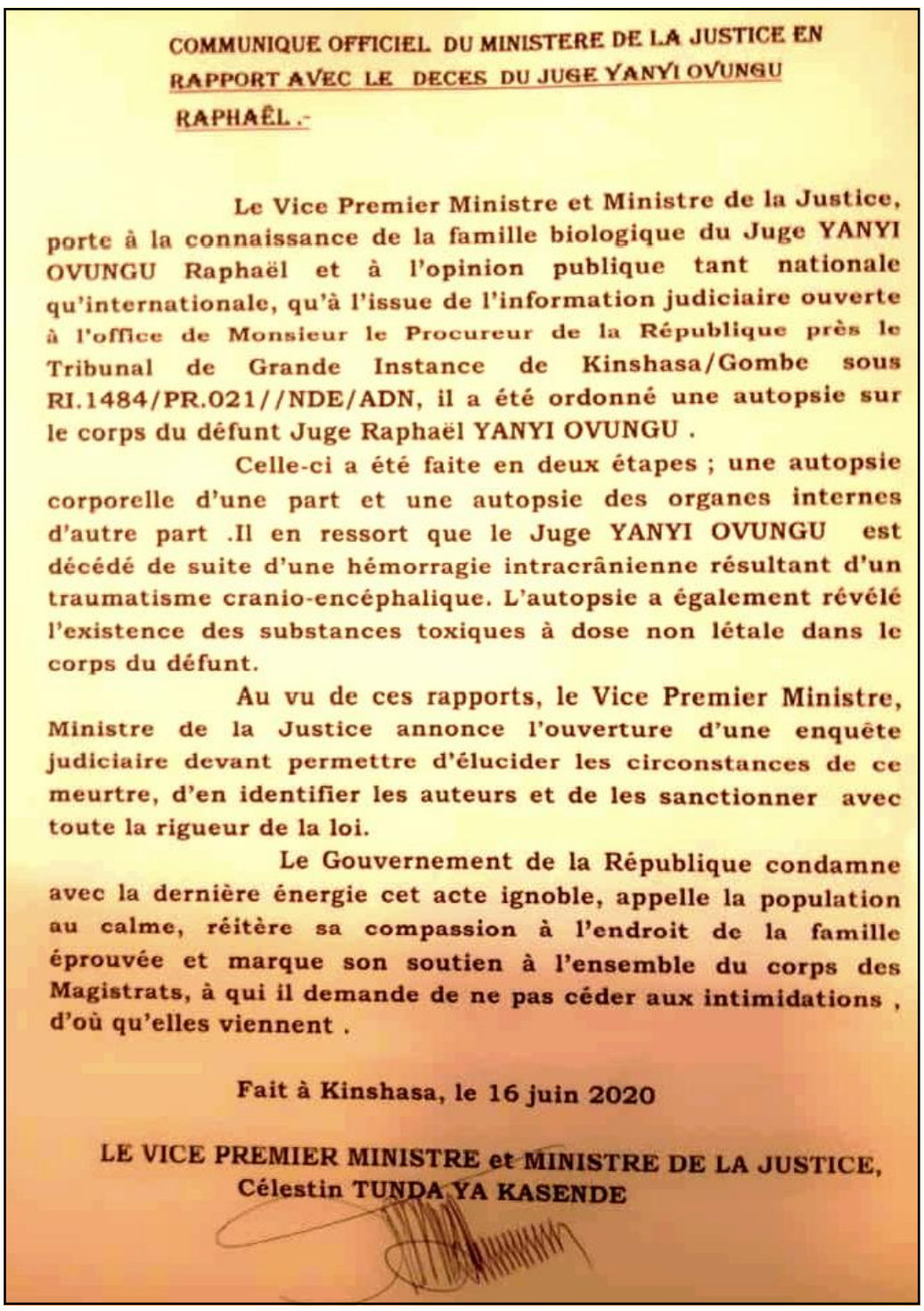
Le juge Yanyi fracassé et empoisonné !

Les résultats de l'autopsie appliquée sur le corps du juge Raphaël Yanyi Ovungu sont effroyables. Les images y afférentes sont insupportables ; l'homme a le corps fracassé, vraisemblablement à l'aide d'outils contondantes et lourds. Même à l'intérieur, presque tous les principaux organes étaient broyés,alors qu'on aperçoit un lac de poison cantonné sur une importante surface.

Bref, le corps du juge avait subi une violence aveugle et d'une rare cruauté. Ce qui remet en cause les nombreux témoignages dont celui de son épouse. L'enquête lancée déterminera, entre autres, où Raphaël Yanyi avait subi ce sort triste. A son domicile où ailleurs ?

Des substances toxiques ont été trouvées dans le corps du juge Yanyi décédé de manière tragique le 27 mai dernier alors qu'il conduisait avec sagesse et intelligence le procès des 100 jours.

Les résultats de l'autopsie ont été présentés mardi 16 juin 2020 par le Vice-premier Ministre et Ministre de la Justice, Célestin Tunda Ya Kasende. « *Il en ressort que le Juge Yanyi Ovungu est décédé de suite d'une hémorragie intracrânienne résultant d'un traumatisme cranio-encéphalique. L'autopsie a également révélé l'existence des substances toxiques à dose non létale dans le corps du défunt.*« , renseigne le communiqué du Ministère. « *Au vu de ces rapports, le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Justice annonce l'ouverture d'une enquête judiciaire devant permettre d'élucider les circonstances de ce meurtre, d'en identifier les auteurs et de les sanctionner avec toute la rigueur de la loi*». A cette occasion, M. Tunda a confirmé que le juge Raphaël Yanyi, selon les résultats de l'autopsie, a connu une mort violente.



COMMUNIQUE OFFICIEL DU MINISTERE DE LA JUSTICE EN RAPPORT AVEC LE DECES DU JUGE YANYI OVUNGU RAPHAËL.-

Le Vice Premier Ministre et Ministre de la Justice, porte à la connaissance de la famille biologique du Juge YANYI OVUNGU Raphaël et à l'opinion publique tant nationale qu'internationale, qu'à l'issue de l'information judiciaire ouverte à l'office de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Kinshasa/Gombe sous RI.1484/PR.021//NDE/ADN, il a été ordonné une autopsie sur le corps du défunt Juge Raphaël YANYI OVUNGU .

Celle-ci a été faite en deux étapes ; une autopsie corporelle d'une part et une autopsie des organes internes d'autre part .Il en ressort que le Juge YANYI OVUNGU est décédé de suite d'une hémorragie intracrânienne résultant d'un traumatisme cranio-encéphalique. L'autopsie a également révélé l'existence des substances toxiques à dose non létale dans le corps du défunt.

Au vu de ces rapports, le Vice Premier Ministre, Ministre de la Justice annonce l'ouverture d'une enquête judiciaire devant permettre d'élucider les circonstances de ce meurtre, d'en identifier les auteurs et de les sanctionner avec toute la rigueur de la loi.

Le Gouvernement de la République condamne avec la dernière énergie cet acte ignoble, appelle la population au calme, réitère sa compassion à l'endroit de la famille éprouvée et marque son soutien à l'ensemble du corps des Magistrats, à qui il demande de ne pas céder aux intimidations , d'où qu'elles viennent .

Fait à Kinshasa, le 16 juin 2020

LE VICE PREMIER MINISTRE et MINISTRE DE LA JUSTICE,
Célestin TUNDA YA KASENDE

Par rapporr aux substances toxiques, le garde des sceaux a annoncé une nouvelle enquête pour mieux approfondir l'enquête et comprendre les circonstances de cette mort que ses collègues qualifient de « suspecte ».

Le juge Raphël Yanyi a été tres apprécié par les congolais qui suivaient le procès dit des 100 jours. A l'annonce de son décès, les heurts avaient éclaté dans la commune de Bandalungwa où il résidait entre les policiers et les jeunes de son quartier qui criaient à l'empoisonnement.

L'autopsie de son corps a été réalisée deux jours après sa mort. ouraganfm.cd/LR

Augmentation des émoluments desdéputés...

Jean-Pierre Lihau désapprouve la démarche de Jeanine Mabunda

Le député national Jean-pierre Lihau Ebua Kalokola désapprouve toute démarche allant dans le sens de majorer les émoluments parlementaires en cette période de crise sanitaire de la pandémie à Covid-19. « *Je suis opposé à toute démarche tendant à obtenir l'augmentation des indemnités des députés ainsi que celle des frais de fonctionnement de l'Assemblée Nationale, dans le contexte économique et budgétaire actuel de notre pays. C'est une incongruité* », a-t-il déclaré.

Face à la polémique que suscite ce sujet, Jean-Pierre Liahu brise le silence. « *À ma connaissance, aucun député n'a sollicité une telle faveur. Car si c'était le cas, c'est par une résolution que cela devrait se faire* ». Et d'ajouter: « *Beaucoup sont celles et ceux qui réclament plutôt l'application du taux réel -dollars-franc- lors du versement de leurs émoluments pour pouvoir répondre tant soit peu aux nombreuses sollicitations sociales de leurs différentes bases*», a-t-il renseigné.

Pour ce député PPRD, élu de la circonscription de Bumba, s'il y a besoin d'une revalorisation salariale, c'est aux policiers, militaires, enseignants, personnels soignants, magistrats et autres fonctionnaires auxquels il faut réserver la priorité.

« *S'il y a des marges budgétaires à trouver, c'est à la réhabilitation des routes de desserte agricole qu'il faut penser. C'est aux centres de santé croulants à l'intérieur du pays, sans lits ni médicaments auxquels il faut penser. C'est aux écoles sans bancs, sans toitures, aux Universités sans pupitres ni bibliothèques vers lesquelles il faut tourner le regard.*» a-t-il soutenu.

« *Sans aucune résolution de la plénière souveraine, après audition du rapport de gestion par le Bureau sur l'existant, je ne me sens nullement concerné par cette démarche irréaliste que je désapprouve catégoriquement*», a fait savoir Jean-Pierre Lihau.

Junior Ngandu